

PROMOTION DE LA PRODUCTION NATIONALE

Tebboune réitère l'engagement de l'État

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé avec force l'engagement de l'État en faveur du développement de l'industrie nationale, lors de l'inauguration de la 33^e édition de la Foire de la production algérienne (FPA), organisée du 18 au 27 décembre au Palais des expositions des Pins maritimes.

Marquée par une participation record d'entreprises publiques et privées, cette manifestation a permis au chef de l'État de mettre en avant les progrès significatifs réalisés par les opérateurs nationaux dans plusieurs secteurs stratégiques, soulignant que la production locale constitue désormais un pilier central de la souveraineté économique. P 3



COSOB

Lancement de plateformes électroniques pour l'exécution des ordres boursiers

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a lancé, hier à Alger, des plateformes électroniques dédiées à l'exécution des ordres d'achat et de vente d'actions et d'obligations à la Bourse d'Alger.

P 2

RENFORCEMENT DE L'INVESTISSEMENT DANS LES HYDROCARBURES

ALNAFT lance le «Nomination Process»

L'Algérie, qui veut renforcer sa place de fournisseur fiable dans la région, a mis en place une nouvelle stratégie visant à l'augmentation de la production en gaz et pétrole. En effet, l'Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures (ALNAFT) innove et lance un nouveau processus préliminaire, le « Nomination Process », visant à capter plus d'investisseurs.

P 5

AADL3

La CNEP-Banque lance un crédit aux souscripteurs avec un taux bonifié

La CNEP-Banque a annoncé hier le lancement d'un crédit destiné aux souscripteurs du programme de logements en location-vente "AADL3", offrant un financement de la totalité de l'apport personnel, au taux d'intérêt bonifié de 1%.

P 2

BOUMERDES

**Production «record» de
poisson bleu de plus de 9000
tonnes en 2025** P 2

LA 33^e ÉDITION DE LA FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE

**Un espace pour mettre en
valeur la dynamique de
l'industrie nationale** P 3

CAMPAGNE NATIONALE DE VACCINATION CONTRE LA POLIOMYÉLITE

**Début aujourd'hui
de la deuxième phase** P 16

AADL3
La CNEP-
Banque lance
un crédit aux
souscripteurs
avec un taux
bonifié

La CNEP-Banque a annoncé hier le lancement d'un crédit destiné aux souscripteurs du programme de logements en location-vente "AADL3", offrant un financement de la totalité de l'apport personnel, au taux d'intérêt bonifié de 1%. Ce financement s'adresse aux souscripteurs AADL salariés ou retraités, âgés de moins de 70 ans et disposant d'un revenu mensuel net compris entre 24.000 DA et six fois le SNMG, sur une durée maximale de 25 ans, et domiciliant leur salaire ou pension auprès de la CNEP-Banque, a-t-elle expliqué dans un communiqué. Selon les précisions de la CNEP-Banque, "la libération des tranches de crédit s'effectue en fonction des ordres de versement". Ce nouveau produit bancaire traduit l'engagement de la CNEP-Banque à contribuer à l'accès au logement et à proposer des solutions financières adaptées aux besoins des Algériens dans le cadre du programme AADL, souligne encore la banque publique.

COSOB

Lancement de plateformes électroniques pour l'exécution des ordres boursiers

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a lancé, hier à Alger, des plateformes électroniques dédiées à l'exécution des ordres d'achat et de vente d'actions et d'obligations à la Bourse d'Alger.

Par Selma R

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du processus de transformation numérique que connaît le marché financier national. Au total, sept plateformes ont été mises en service au niveau de plusieurs établissements bancaires, à savoir la Banque nationale d'Algérie (BNA), le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque extérieure d'Algérie (BEA), la Banque de développement local (BDL), la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP Banque), ainsi que les banques Al Salem et Al Baraka. Ces outils numériques devraient contribuer à renforcer la transparence et à accélérer l'exécution des opérations boursières. Dans son allocution à l'occasion de la troisième édition du congrès annuel du marché financier algérien, organisé au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal sous le

thème « Financement innovant – Transformation numérique – Durabilité financière – Inclusion financière », le président de la COSOB, M. Youcef Bouzenada, a souligné que la mise en service de ces plateformes constitue « le fruit des efforts professionnels soutenus déployés par les intermédiaires en opérations de Bourse », notamment après l'adoption, l'année dernière, du cadre réglementaire encadrant le fonctionnement de ces plateformes. Selon M. Bouzenada, l'objectif principal de ce nouveau mécanisme numérique est d'améliorer l'accessibilité aux marchés de capitaux pour les investisseurs et les acteurs du marché. Il a expliqué, dans une déclaration à la presse, que « toute personne souhaitant acheter des actions ou des obligations cotées à la Bourse d'Alger peut désormais utiliser l'espace client ou les services de banque électronique (e-banking) directement via les sites des banques concernées, et transmettre

son ordre d'achat sans avoir à se déplacer en agence ni recourir aux procédures papier traditionnelles. L'opération s'effectue désormais de manière entièrement numérique ». Le congrès s'est déroulé en présence du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Nourredine Ouadah, du président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), M. Mohamed Boukhari, ainsi que du conseiller du président de la République chargé des finances, des banques, du budget, des réserves de change, des marchés publics et des règlements internationaux, M. Farid Yaïssi. Le programme de cette rencontre comprenait plusieurs panels de discussion consacrés notamment à la transformation numérique du secteur financier et à l'intermédiation financière non bancaire, avec la participation d'experts nationaux et internationaux.

BOUMERDES

Production “record” de poisson bleu de plus de 9000 tonnes en 2025

La wilaya de Boumerdes a réalisé, en 2025, une production "record" de poisson bleu, essentiellement la sardine, ayant dépassé les 9000 tonnes, contre près de 4000 tonnes en 2024, a-t-on appris, samedi, de la Direction locale de la pêche et de l'aquaculture. Cette hausse a été enregistrée entre le 1er janvier et la mi-décembre 2025,

avec une production quotidienne oscillant entre 50 et 150 tonnes, atteignant son pic notamment durant les mois de mai, juillet et août, a indiqué à l'APS, le directeur du secteur, Kadri Chérif. Le responsable a expliqué cette performance par divers facteurs liés principalement à l'amélioration des conditions climatiques, à la présence de courants marins chauds favorables, à

l'intensification des sorties en haute mer, à de meilleures conditions de travail dans les ports, ainsi qu'au renforcement de la flotte de pêche et au renouvellement de la ressource halieutique. Cette abondance a toutefois entraîné une instabilité des prix de la sardine sur les marchés locaux, ceux-ci variant entre 250 et 500 DA le kilogramme lors des périodes de forte pro-

duction, et entre 700 et plus de 1000 DA en période de baisse, selon la même source. A noter que la wilaya compte trois ports de pêche principaux, sis à Dellys, Zemmouri et Cap Djinet, abritant une flotte de près de 700 bateaux de pêche, dont près de 200 spécialisés dans la sardine, et employant quelque 5.200 marins actifs sur un total de 6.150 inscrits.

PREMIÈRE PLATEFORME ALGÉRIENNE DE RÉSEAUTAGE SOCIALE

Lancement officiel de « 1tik »

La start-up INTAJ Digital a lancé hier à Alger, la première super-app 100% algérienne, « 1TIK », conçu pour offrir un espace d'expression sécurisé et ancré dans la culture locale. Il combine création de contenus, communautés, divertissement et services utiles, le tout dans un écosystème digital intelligent. Grâce à l'IA et à la gamification, « 1TIK » transforme l'engagement des utilisateurs en valeur réelle pour les créateurs et l'économie locale. Lenom « 1TIK » est bien choisi et le ton est ainsi donné : un néologisme algérien ayant vu le jour il y a plusieurs décennies et qui signifie dans l'anchrage linguistique de la jeunesse algérienne que tout va bien. Super-app de réseautage sociale intuitive de nouvelle génération joignant l'utile à l'agréable, « 1TIK » est le fruit du dur labeur d'une start-up algérienne spécialisée dans la création de contenu digital, elle reflète les capacités que recèle l'Algérie dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, et ceux de la

technologie de manière générale, ainsi que l'essor que vont connaître ces dernières, dans une ère où les réseaux sociaux font de plus en plus partie de la vie quotidienne des usagers algériens. « 1TIK » est un écosystème digital complet qui incarne une nouvelle vision du numérique algérien. C'est pour répondre à ce besoin de plus en plus croissant de la société, en particulier les jeunes, que la start-up a imaginé faire profiter les Algériens d'une plateforme 100% algérienne. M. Youcef TOUILEB, Fondateur et Directeur Général de la start-up INTAJ Digital, a déclaré : « Je tiens à remercier chaleureusement les 50 collaborateurs qui ont contribué, avec engagement, talent et passion, à faire de 1TIK une réalité. Cette super-app est le fruit d'un travail collectif remarquable, porté par des compétences algériennes et une vision commune. « 1TIK » est une plateforme pensée par des Algériens, pour des Algériens, et incarne une grande fierté pour nous tous. À travers ce projet, nous sommes fiers de doter l'Algé-

rie de sa propre plateforme sociale, moderne, innovante et tournée vers l'avenir. » C'est dans cette optique que « 1TIK » valoriserait davantage les créateurs et les talents locaux, en leur offrant des outils de visibilité, de création et de monétisation progressive, basés sur un engagement réel, qualitatif et durable au sein de la communauté. Grâce à l'intelligence artificielle, la super-app propose également des recommandations personnalisées de contenus, facilite la mise en relation entre utilisateurs, créateurs et marques, et optimise l'expérience globale de navigation et d'interaction. La gamification, autre axe qui transforme l'engagement en valeur, chaque interaction sur « 1TIK » permet ainsi aux utilisateurs de gagner des points « TIK ». Ces points ont une valeur concrète et peuvent être utilisés dans la marketplace intégrée pour accéder à des produits, services et autres avantages exclusifs. Cette dernière, orientée vers l'économie locale et nativement intégré à la plateforme, la marketplace «

1TIK » favorise l'économie digitale locale en connectant créateurs, vendeurs et utilisateurs grâce à des recommandations intelligentes et une expérience d'achat optimisée. « 1TIK » intègre aussi un espace dédié au sport et au football, offrant suivi des compétitions, contenus spécialisés, discussions en temps réel et communautés de passionnés, avec une expérience personnalisée et récompensée. « 1TIK » s'appuie également sur une modération intelligente, une sécurité renforcée et la promotion d'interactions positives, afin de garantir une expérience digitale saine, responsable et tournée vers le long terme. Ce lancement augure, pour ainsi dire, un bel avenir technologique pour l'économie et l'utilisateur algériens, notamment avec la démocratisation de l'IA, qui redessine désormais les frontières entre le faisable, ce qui a été fait et ce qui sera fait demain. « 1TIK » est d'ores et déjà disponible en téléchargement libre sur App Store et Google Play Store.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PROMOTION DE LA PRODUCTION NATIONALE

Tebboune réitère l’engagement de l’État

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé avec force l’engagement de l’État en faveur du développement de l’industrie nationale, lors de l’inauguration de la 33^e édition de la Foire de la production algérienne (FPA), organisée du 18 au 27 décembre au Palais des expositions des Pins maritimes. Marquée par une participation record d’entreprises publiques et privées, cette manifestation a permis au chef de l’État de mettre en avant les progrès significatifs réalisés par les opérateurs nationaux dans plusieurs secteurs stratégiques, soulignant que la production locale constitue désormais un pilier central de la souveraineté économique.

Par Adem A.

À travers cette visite, le président Abdelmadjid Tebboune a confirmé la volonté des pouvoirs publics de faire de l’industrie nationale un moteur durable de croissance, de souveraineté et de diversification économique, en plaçant l’intégration locale, l’innovation et la conquête des marchés internationaux au cœur du projet national. Dès l’entame de son parcours, effectué en présence du Premier ministre, M. SifiGhrieb, du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d’état-major de l’Armée nationale populaire, le général d’Armée Saïd Chanegriha, ainsi que de plusieurs membres du Gouvernement, le président de la République s’est rendu au pavillon de l’industrie militaire. Sur place, il a salué le niveau atteint par ce secteur stratégique, notamment en matière de taux d’intégration nationale et de recours aux intrants locaux. « L’industrie militaire incarne le patriotisme et allie qualité, technologies de pointe et autosuffisance », a-t-il affirmé, la qualifiant de véritable levier de la production algérienne, en constante progression. Le chef de l’État s’est également félicité de son rôle dans l’accompagnement des grands projets stratégiques du pays, mettant en avant l’importance de la coopération avec les universités et les start-up. Abordant la question de la production de fusils de chasse, il a rappelé que leur commercialisation s’effectue exclusivement par l’intermédiaire de la Fédération nationale des chasseurs, précisant que « les munitions sont disponibles auprès de l’Armée », les commandes devant être regroupées au niveau de la Fédération nationale, seul intermédiaire habilité, sauf dans certains cas spécifiques où les ventes individuelles sont autorisées.

Le minerai de fer de Gara Djebilet acheminé vers Oran par rail fin janvier

Au stand du groupe sidérurgique Tosyali, le chef de l’État a insisté sur la nécessité pour l’Union européenne d’ouvrir son marché à l’acier algérien de grande qualité, sans restrictions, rappelant que l’Algérie n’impose pas de quotas aux produits européens et leur accorde un traitement préférentiel. Il a appelé, à ce titre, à une relation commerciale fondée sur la réciprocité. Le président de la République a également longuement souligné la portée stratégique du projet de valorisation du minerai de fer de Gara Djebilet, qu’il a qualifié d’étape déterminante dans la construction d’une véritable industrie sidérurgique nationale intégrée. Il a annoncé que le premier train transportant du minerai de fer en provenance de la mine de Gara Djebilet, située dans la wilaya de Tindouf, arrivera à Oran à la fin du mois de janvier prochain. « Le minerai de fer de la mine de Gara Djebilet sera acheminé vers Oran par train, sur une distance d’environ 2 000 kilomètres, une première depuis le recouvrement de la souveraineté nationale de l’Algérie », a-t-il déclaré, soulignant le caractère historique de cette réalisation. Selon lui, ce projet marque, pour la première fois depuis l’indépendance, l’acheminement du minerai algérien sur une aussi longue distance afin d’être transformé localement, ouvrant la voie à une montée en puissance de la production nationale d’acier et de produits sidérurgiques à forte valeur ajoutée, tout en réduisant la dépendance aux importations. Échangeant avec les responsables de Tosyali-Algérie, le président Tebboune a également mis en avant l’importance des projets structurants portés par le groupe,

notamment dans la région d’Oran. Il a indiqué que les facilités accordées par l’État permettent à l’entreprise de lancer plusieurs unités industrielles stratégiques, parmi lesquelles une usine de dessalement de l’eau de mer, destinée à sécuriser l’approvisionnement hydrique des installations industrielles, ainsi qu’une unité de production d’hydrogène vert, en phase avec les orientations nationales en matière de transition énergétique.

Vers un leadership africain dans l’industrie pharmaceutique

Le président de la République s’est ensuite rendu au stand de l’industrie pharmaceutique, où il a salué le niveau atteint par les acteurs nationaux, citant en exemple le laboratoire LDM, qui produit plus de 100 médicaments et emploie 900 personnes. Se disant fier de ces réalisations, il a estimé qu’elles permettent à l’Algérie de s’imposer comme un acteur de référence en Afrique et au-delà. À ce titre, il a appelé les responsables du laboratoire à « établir des contacts avec les frères africains afin que l’Algérie devienne le principal fournisseur de vaccins en Afrique », rappelant que plusieurs laboratoires renoncent à ce type de production en raison de sa faible rentabilité, tout en réaffirmant l’engagement constant de l’Algérie aux côtés du continent africain dans la lutte contre les maladies. Le chef de l’État a également mis à l’honneur la jeunesse entrepreneuriale, s’arrêtant devant le stand d’un jeune promoteur originaire de Sidi Bel Abbès, dont la start-up spécialisée dans l’industrie mécanique affiche un taux d’intégration de 70 %. Il a salué l’innovation et l’esprit d’initiative de ces jeunes porteurs de projets, les encourageant à poursuivre leurs efforts et les assurant du soutien de l’État, notamment en

matière de prêts bancaires et d’accès au foncier. « Les jeunes sont créatifs, ils ne rêvent pas, ils concrétisent », a-t-il souligné, appelant à davantage d’ambition et de confiance dans les capacités nationales.

Mise en garde contre la spéculation et soutien à la production locale

Au stand du groupe agro-industriel AGRODIV, le président Tebboune a réaffirmé la détermination de l’État à récupérer les fonds détournés et transférés à l’étranger, notamment vers les paradis fiscaux. Il s’est félicité de l’entrée en activité de plusieurs unités industrielles dans le cadre des efforts de récupération des actifs détournés, après la négligence observée par le passé. Suivant les explications présentées sur le bilan du groupe, son expansion et ses nouveaux produits, il a réitéré le soutien et l’accompagnement de l’État aux investisseurs et aux producteurs afin de promouvoir la production locale, d’améliorer la qualité et de renforcer la présence des produits algériens sur les marchés internationaux. La lutte contre la spéculation sur les produits de large consommation a également été au centre des préoccupations du chef de l’État lors de sa visite au stand du groupe Giplait. Il a mis en garde les spéculateurs et appelé le groupe à intervenir en cas de tension sur le marché pour « inonder le marché de ses produits », soulignant que « l’État est là pour compenser » et protéger le pouvoir d’achat des citoyens. Enfin, s’arrêtant au stand d’un groupe spécialisé dans la production de céramique, exportant vers plus de 25 pays, le président de la République a salué la qualité des produits et la réputation acquise à l’international, encourageant l’entreprise à développer davantage ses activités et à consolider sa présence sur les marchés extérieurs.

LA 33^e ÉDITION DE LA FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE

Un espace pour mettre en valeur la dynamique de l’industrie nationale

Par R E.

La 33^e édition de la Foire de la production algérienne, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, se distingue par une forte participation des différentes branches industrielles nationales. Une dynamique qui reflète le regain d’activité enregistré ces dernières années par les entreprises du secteur, favorisé par un climat d’investissement incitatif. Dans un contexte de participation record, cette manifestation, qui figure parmi les plus importantes rencontres économiques nationales, constitue une opportunité privilégiée pour les entreprises industrielles, publiques et privées, ainsi que pour les sociétés algéro-étrangères, de mettre en valeur leurs capacités, la qualité du produit algérien, tout en

explorant les opportunités de partenariat et d’investissement et en renforçant leur présence sur les marchés régionaux et internationaux. Cette dynamique industrielle traduit les orientations réaffirmées à plusieurs reprises par le président de la République en faveur de la libération de l’initiative dans le domaine de l’investissement, dans l’objectif de porter la part de l’industrie dans le produit intérieur brut à un niveau compris entre 13 et 14 %, contre environ 8 % actuellement. Parmi les filières fortement représentées dans les pavillons de la foire figurent notamment les industries mécaniques, le fer et l’acier, les industries militaires, électriques et électroménagères, ainsi que les industries manufacturières, notamment l’habillement, le textile et l’ameublement. Le troisième jour de la manifestation a

enregistré une affluence notable de visiteurs de différentes catégories et tranches d’âge, y compris des professionnels, venus découvrir les avancées réalisées par l’industrie nationale en matière d’amélioration de la qualité et de renforcement de la compétitivité. Ces progrès ont permis au produit national de gagner la confiance du consommateur algérien et de consolider sa position sur les marchés internationaux. Placée sous le slogan « L’Algérie construit son avenir », cette manifestation économique reflète l’évolution et l’élargissement du tissu économique national dans le cadre d’une dynamique d’investissement soutenue par un cadre juridique stable, ainsi que par la levée des obstacles qui entravaient auparavant les porteurs de projets, notamment à travers la numérisation et la simplification des procédures. La Foire de la production

algérienne, marquée également par la participation de start-up, d’artisans et d’acteurs des industries traditionnelles, constitue un espace privilégié pour la mise en valeur des capacités productives des entreprises algériennes et leur promotion. Elle offre une plateforme idéale pour l’exposition des produits et services, l’interaction directe avec les visiteurs et les consommateurs, ainsi que pour la conclusion de partenariats et l’échange d’expertises. Cette manifestation représente un levier important pour l’encouragement de la production nationale et l’ancrage de la culture de consommation locale, tout en contribuant à la promotion de la marque « Made in Algeria » en tant que symbole de qualité et d’excellence. Elle accorde également une attention particulière à l’entrepreneuriat et à l’innovation, à travers la mise en avant du rôle des start-up et des technologies modernes.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

17 morts et 438 blessés en 48 heures

Dix-sept (17) personnes ont trouvé la mort et 438 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas, indique samedi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Boumerdes avec 3 morts et 25 blessés, précise la même source. Les équipes de la Protection civile ont également prodigué des soins de première urgence à 33 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage et des chauffe-eaux à travers plusieurs wilayas du pays, relève le communiqué, déplorant le décès de 4 personnes intoxiquées par ce gaz dans les wilayas de Ghardaïa, Guelma et Tiaret. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 6 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Médéa, Constantine, Skikda et Chlef, ayant causé des blessures à une personne et des brulures au 2eme degré à 2 autres. Concernant les dernières intempéries, les équipes de la protection civile ont effectué plusieurs opérations de pompage et d'épuisement des eaux pluviales, ainsi que le sauvetage de 7 personnes coincées dans un véhicule et le dégagement d'un véhicule et d'un camion, à travers wilayas touchées par ces intempéries, notamment Ghardaïa, El Bayadh, El Oued, Tougourt , El Meghaier, Laghouat , Beni Abbes, Ouargla, et Laghouat.

MONNAIE

Le yen en berne malgré la hausse de taux de la Banque du Japon

Le yen dévisse vendredi, plombé par le flou sur le futur de la politique monétaire au Japon malgré un deuxième resserrement de l'année qui place les taux à un plus haut depuis 30 ans. La Banque du Japon (BoJ) a relevé vendredi son taux directeur au plus haut niveau depuis 1995, à 0,75%, une décision largement attendue face à une inflation tenace dans l'archipel et la faiblesse chronique du yen. Vers 19H55 GMT, la monnaie nippone chutait de 1,28% par rapport à la devise américaine, à 157,54 yens pour un dollar, effaçant ainsi tous ses gains des quatre dernières semaines.

Le billet vert, pour sa part, restait stable face à l'euro, à 1,1722. Le ralentissement de l'inflation au mois de novembre, selon l'indice des prix à la consommation publié jeudi, a été perçu par le marché boursier comme donnant à la Réserve fédérale (Fed) une plus ample marge de manœuvre pour baisser les taux d'intérêt à l'avenir. Mais les cambistes se sont concentrés sur l'hypothèse que les données aient pu être altérées en raison de la paralysie budgétaire aux Etats-Unis, qui a suspendu le travail des services statistiques officiels du 1er octobre au 12 novembre.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	316,00	319,00	0,95	-12,62	-24,47	5,63	10,97	10400	3 317 600,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,89	9,00	5,56	17948	24 707 200,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2501,00	0,00	0,02	2,87	6,65	6,40	397	992 897,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,01	1,70	10,97	5,43	31382	72 178 600,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	-0,15	-8,84	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	2,25	4,62	3,97	5,00	0	0,00

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La HATPLC clôture sa participation à Doha à la Conférence des Etats parties à la CNUCC

La Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), a clôturé sa participation aux travaux de la Conférence des Etats parties à la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC), tenue à Doha (Qatar), indique samedi un communiqué de l'Autorité. La délégation de la HATPLC a achevé, vendredi, sa participation aux travaux de la Conférence, après une "présence active et une participation qualitative" au sein de la délégation algérienne officielle, reflétant ainsi "l'engagement de l'Algérie à renforcer la transparence et à consacrer les principes d'intégrité aux niveaux national et international", précise le texte. En marge de cet événement, la présidente de la HATPLC, Mme Salima Mousserati, a reçu une délégation de la Commission palestinienne de lutte contre la corruption (PACC), conduite par M. Raed Radwan,

lors d'une rencontre consacrée à l'examen des moyens de "renforcer la coopération entre les deux parties à l'avenir, notamment dans le domaine de l'éducation des jeunes générations aux valeurs d'intégrité et de transparence, ainsi qu'à l'ancrage des principes de citoyenneté et du comportement éthique". A cette occasion, Mme Mousserati a exposé la stratégie de l'Autorité et ses principaux objectifs, notamment ceux relatifs au "renforcement de la prévention de la corruption, à la promotion de la transparence et à l'adoption d'approches éducatives et de sensibilisation comme choix stratégique pour asseoir et ancrer la culture de l'intégrité à long terme". Dans ce sens, l'Autorité a organisé une activité parallèle au cours de laquelle Mme Mousserati a présenté un exposé sur "l'expérience algérienne en matière de promotion de l'intégrité et de renforcement des méca-

nismes d'évaluation et de gouvernance", outre la présentation d'un exposé détaillé sur l'Indice de performance d'intégrité (IPI) "Nazaha", qualifié "d'outil stratégique et de moyen méthodologique et scientifique d'évaluation des efforts déployés en matière de transparence et de prévention de la corruption, à même de contribuer à l'amélioration de la performance publique, au renforcement de la confiance dans le service public et à l'ancrage de la culture de l'intégrité en tant que choix institutionnel durable". Cette activité a connu "une participation large et remarquable de nombreuses délégations présentes", reflétant ainsi "l'intérêt croissant pour le partage des expériences réussies et l'échange d'expertises, notamment en ce qui concerne les outils innovants d'évaluation de la performance et la promotion des principes de transparence et de reddition de comptes", conclut le communiqué.

ANTICANCÉREUX

Une Unité de reconstitution des cytotoxiques prochainement mise en service à l’EHU d’Oran

l'EHU d'Oran. Cette nouvelle unité sera mise en service au début de l'année 2026, a-t-il fait savoir ajoutant que ces unités sont devenues indispensables dans les établissements de santé modernes en raison du coût important et de la complexité de manipulation des médicaments anticancéreux. Cette unité vise surtout à l'utilisation rationnelle des médicaments à très forte valeur, dont le coût d'une seule ampoule peut atteindre 2 millions de dinars, grâce à la préparation de doses précises et adaptées à chaque patient, selon le même responsable qui a indiqué que cette démarche devrait permettre de réaliser des économies dépassant 50% du budget consacré à ces médicaments. S'agissant de l'organisation de ce Colloque international dont les travaux se tiennent durant deux jours, M. Bar a expliqué qu'il vise à mettre en exergue les dernières avancées médicales et chirurgicales adoptées par l'EHU d'Oran au cours des dernières années, à mettre en lumière les

progrès réalisés dans les domaines de la chirurgie avancée, du diagnostic de précision et des traitements modernes, ainsi que l'expertise des équipes médicales dans la prise en charge des cas complexes et l'amélioration des parcours de soins. "L'EHU d'Oran continue d'améliorer ses performances en adoptant des approches organisationnelles et thérapeutiques modernes visant à renforcer la qualité des soins et à consacrer le principe d'une prise en charge globale du patient", a-t-il mis en exergue. Il s'agit du premier établissement médical au niveau national à avoir adopté le système des pôles de santé, comptant actuellement huit pôles médicaux, dans le but d'unifier les ressources humaines et matérielles et de renforcer la coordination entre les différentes spécialités médicales et paramédicales. "La dernière évaluation périodique a d'ailleurs confirmé l'efficacité de ce système, avec 90% des pôles ayant atteint les objectifs fixés", a-t-il encore noté.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 ديسمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Décembre 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		د ج / كغ	أعلى	أدنى	
Produits	معدل	Maximum	Minimum		
	Moyenne				
Légumes frais	Pomme de terre	66	76	57	البطاطا
	Tomate	154	172	136	الطماطم
	Oignon sec	58	66	51	البصل الجاف
	Ail sec	752	819	685	الثوم الجاف
	Carotte	79	89	69	الجزر
	Navet	99	111	88	اللفت
	Choux fleur	96	107	85	قرنبيط
	Choux	89	101	76	الكرنيب
	Courgette	172	190	154	الكوسة
	Haricot vert	271	297	244	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	144	157	130	الخس
	Clémentine	194	231	156	كليمونتين
	Orange	165	201	129	البرتقال
	Citron	156	180	132	الليمون
	Pomme locale	380	459	302	التفاح المحلي
	Datte	504	633	375	التمر
	Banane	475	493	458	الموز
Produits d'origine animale	Grenade	226	255	197	الرمان
	Viande bovine locale	1894	2051	1736	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	344	357	331	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	23	19	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

RENFORCEMENT DE L'INVESTISSEMENT DANS LES HYDROCARBURES

ALNAFT lance le «Nomination Process»

L'Algérie, qui veut renforcer sa place de fournisseur fiable dans la région, a mis en place une nouvelle stratégie visant à l'augmentation de la production en gaz et pétrole. En effet, l'Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures (ALNAFT) innove et lance un nouveau processus préliminaire, le « Nomination Process », visant à capter plus d'investisseurs.

Par Zahir R

Il s'agit d'un processus participatif, explique le président de l'ALNAFT, Samir Bekhti, en marge d'une session de formation aux journalistes, consistant à mettre à la disposition des compagnies intéressées par l'investissement en Algérie la possibilité de sélectionner une liste de périmètres potentiels éligibles.

« Par cette démarche, ALNAFT ouvre un espace collaboratif avec les investisseurs, qui leur permet d'exprimer de manière structurée et transparente leurs attentes en sélectionnant les périmètres qui répondent aux critères qu'ils auront fixés, parmi une liste de 24 périmètres présélectionnés par ALNAFT », indique l'Agence dans un communiqué.

Le « Nomination Process » permet ainsi d'anticiper et de mieux préparer le prochain appel à la concurrence, que l'Agence prévoit de lancer au premier semestre de l'année 2026, tout en garantissant plus d'attractivité pour le domaine minier des hydrocarbures.

Cette initiative constitue également un signal fort adressé aux investisseurs, traduisant l'engagement de l'Algérie à avancer avec méthode, clarté et visibilité, dans un cadre juridique stabilisé par la loi sur les hydrocarbures.

ALNAFT y affirme pleinement son rôle d'agence moderne et proactive, au service de la valorisation durable des ressources nationales. Les modalités pratiques de ce processus sont disponibles sur le site officiel de l'Agence : www.alnaft.dz, et les équipes d'ALNAFT demeurent mobilisées pour accompagner les opérateurs tout au long de cette démarche.

Par ailleurs, le président d'ALNAFT, Samir Bekhti, a apporté des éclaircissements détaillés sur les mécanismes encadrant l'accès aux contrats d'investissement dans le domaine minier des hydrocarbures en Algérie, mettant en avant une approche fondée sur la transparence, la compétitivité et la valorisation optimale des ressources nationales. Il a expliqué que deux voies principales permettent de conclure des contrats d'investissement. La première repose sur les appels à la concurrence, un mécanisme déjà éprouvé,

qui a permis l'attribution de plusieurs contrats sur des périmètres inventoriés. La seconde concerne les discussions directes, réservées à des thématiques spécifiques, notamment les nouveaux projets ou ceux présentant des caractéristiques particulières.

Ces discussions directes, a-t-il souligné, ne portent pas sur des gisements déjà exploités et obéissent à des règles strictes. Dans ce cadre, ALNAFT a privilégié la conclusion de conventions ou de protocoles d'accord portant sur des études approfondies avec les compagnies pétrolières et les investisseurs potentiels. Ces accords permettent à ces derniers d'accéder aux données relatives à une zone précise, définie conjointement avec l'Agence, afin d'évaluer en détail le potentiel, la géologie et les risques associés, le tout dans un cadre rigoureux de confidentialité.

À l'issue de cette phase d'étude, l'investisseur est autorisé à soumettre un programme d'investissement à l'Agence. Ce processus, selon Samir Bekhti, incite les compagnies pétrolières à s'engager davantage et leur offre une meilleure visibilité sur le domaine minier algérien.

Les programmes proposés sont ensuite examinés par la partie algérienne, en concertation avec ses partenaires, afin d'évaluer leur caractère valorisant pour le projet et pour le domaine minier.

Lorsque les propositions ne répondent pas aux objectifs fixés, des ajustements sont demandés, faute de quoi le processus peut être interrompu.

Le président d'ALNAFT a rappelé que cette approche n'est pas nouvelle et s'inscrit dans une continuité. Par le passé, plusieurs conventions d'études ont permis de créer une véritable compétition entre investisseurs sur une même zone ou une même région, conduisant à la sélection des programmes les plus performants et les plus créateurs de valeur à l'issue de décisions conjointes.

S'agissant des conventions actuellement en cours, Samir Bekhti a cité notamment une convention d'études offshore, ainsi que plusieurs autres conclues avec de grands groupes internationaux sur différents périmètres.

D'autres accords similaires sont appelés à être conclus au fur et à mesure de l'intérêt manifesté par les investisseurs. Ces conventions offrent

aux opérateurs la possibilité de disposer de l'ensemble des données nécessaires pour proposer, en toute liberté, un programme d'investissement adapté.

Lorsque les discussions techniques et commerciales aboutissent à un alignement entre les parties, notamment sur les aspects économiques du projet, le processus peut se concrétiser par la signature de contrats, à l'image de ceux conclus ces dernières années sur différents périmètres du domaine minier.

Abordant les perspectives du secteur, le président d'ALNAFT a mis en avant l'ampleur du potentiel national en hydrocarbures, estimé à plus de 700 milliards de mètres cubes équivalent gaz techniquement récupérables.

Un potentiel qualifié de considérable, fruit de plus d'une décennie d'études menées par l'Agence et les acteurs du secteur.

Selon lui, le défi actuel ne réside plus dans l'identification des ressources, mais dans les modalités de leur exploitation.

Il s'agit désormais de trouver les moyens de déverrouiller ces réserves dans le respect des exigences de transparence, de durabilité, de protection de l'environnement et de viabilité économique, dans une industrie aux projets complexes et fortement capitalistiques.

Samir Bekhti a également insisté sur l'importance d'opérer en toute transparence et de maintenir l'opinion publique informée.

Les études menées concernent tous les aspects nécessaires à l'exploitation future, incluant les conditions environnementales, communautaires et économiques.

« Aucune activité concrète n'a encore été décidée concernant l'exploitation du potentiel non conventionnel, mais des préparatifs sont en cours afin de pouvoir agir lorsque l'opportunité se présentera », affirme-t-il, assurant que l'opinion publique sera pleinement informée des démarches entreprises, conformément à la politique de transparence adoptée par l'Agence et le secteur.

À travers cette approche méthodique et progressive, ALNAFT réaffirme son rôle central dans la gouvernance du domaine minier des hydrocarbures et sa volonté de concilier attractivité de l'investissement, valorisation des ressources nationales et respect des impératifs environnementaux et économiques.

FORMATION PROFESSIONNELLE À BLIDA

Une offre de plus de 4.500 places pédagogiques pour la session de février

La direction de la formation et de l'enseignement professionnels de Blida propose une offre globale de 4.578 places pédagogiques dans différents modes et spécialités de formation, à l'occasion de la prochaine session professionnelle de février 2026, a-t-on appris samedi auprès de cette structure.

La session de février est considérée comme une session de rattrapage pour ceux qui ont raté celle d'octobre dernier, a indiqué à l'APS la chargée de la gestion du secteur à Blida, Ouahiba Mokhtari.

Cette offre globale se répartit à raison de 1.240 places en mode apprentissage, 900 en formation présentielle, 359 au niveau des établissements privés agréés et 140 dans le cadre de la formation par passerelles.

A cela s'ajoutent 680 places destinées aux bénéficiaires de l'allocation chômage, 265 pour les cours du soir sanctionnés par une attestation de qualification, ainsi que 245 places réservées aux femmes au foyer.

Mme Mokhtari a, à ce titre, invité les jeunes à s'inscrire à cette session, dont les inscriptions ont débuté le 14 décembre courant et se poursuivront jusqu'au 7 février prochain, notant que l'opération s'effectue avec zéro papier et exclusivement via la plateforme numérique "www.takwin.dz".

Concernant les nouvelles spécialités ouvertes à l'occasion de la session de février prochain, au nombre de cinq (5), elles sont relatives à l'assistance en installation de panneaux solaires photovoltaïques et thermiques, la préparation de détergents liquides, la gestion des salaires, conseiller en vente, ainsi que la confection industrielle.

PROTECTION CIVILE D'ORAN

Plus de 25 campagnes de sensibilisation aux risques liés au gaz depuis fin octobre

Par Sirine R.

Les services de la Protection civile d'Oran ont organisé depuis fin octobre plus de 25 campagnes de sensibilisation dans le cadre de la campagne nationale de prévention des dangers liés au gaz pendant la saison hivernale, sous le slogan "Un hiver sans accidents pour un confort en toute sécurité", a-t-on appris auprès de ces services. Ces campagnes de sensi-

bilisation ont visé les élèves d'établissements scolaires, les étudiants, les stagiaires des centres de formation professionnelle en plus des mosquées, afin de sensibiliser le plus grand nombre de citoyens aux différents dangers de gaz à cette période de l'année, notamment le risque d'asphyxie par le gaz, a indiqué à l'APS le chargé de communication de la Protection civile d'Oran, le commandant Bellala Abdelkader. Il s'agit d'un programme diver-

sifié visant à établir une culture préventive parmi les différentes franges de la société concernant ces dangers, en particulier ceux liés aux asphyxies, tout en renforçant la capacité des citoyens en matière de sécurité et de protection pour réduire les risques de dommages, a-t-il fait savoir.

Des journées portes ouvertes et des caravanes de sensibilisation sont également organisées au niveau des différents pôles urbains pour sensibiliser

les citoyens sur l'importance de contrôler leurs appareils de chauffage ainsi que les réseaux de gaz.

Les services de la protection civile d'Oran ont enregistré depuis le début de l'année en cours, 13 interventions pour des accidents liés au risque de gaz (fuites de gaz d'un chauffe-eau, chauffage ou explosion de bouteille de gaz), au cours desquelles plus de 30 personnes ont été secourues, selon le même responsable.

OUM E BOUAGHI
**Ouverture d'un
centre de
dépistage
volontaire des
maladies
infectieuses à
l'hôpital
Mohamed-Boudiaf**

Un centre de wilaya de dépistage volontaire des maladies infectieuses a été ouvert dernièrement à l'hôpital Mohamed-Boudiaf d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de la santé et de la population (DSP). Cette structure la première du genre dans la wilaya est spécialisée dans le dépistage des maladies à transmission sexuelle dont le Sida, l'hépatite virale B et C et la syphilis, a précisé à l'APS l'inspecteur à cette direction, Souhil Belhatem. Les actions de dépistage et de suivi médical des divers cas au niveau de ce centre doté des équipements médicaux nécessaires sont assurées par deux médecins immunologues et des laborantins, selon la même source. Cette structure propose outre le dépistage et le suivi médical un accompagnement psychologique des malades assurant ainsi une prise en charge intégrée des cas, a ajouté M. Belhatem.

M'SILA
**Lancement en
réalisation de deux
CEM à Souamaâ et
Magra**

Les travaux de réalisation de deux (2) collèges d'enseignement moyen (CEM) ont été lancés, jeudi, dans les communes de Souamaâ et de Magra (wilaya de M'sila), a indiqué le directeur des équipements publics, Cherif Zidane. Le responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que les deux établissements, fruits d'un investissement public de 696 millions de dinars, comprendront deux ailes pédagogiques, 40 salles de classe, deux cantines scolaires, deux pavillons administratifs, des laboratoires et deux terrains de sports. Une fois réceptionnés, ces deux CEM permettront de rapprocher les infrastructures scolaires des élèves résidant certaines cités des deux communes, a ajouté M. Zidane, soulignant que les services de la direction des Equipements publics ont mobilisés les moyens nécessaires au suivi des travaux pour que les deux établissements soient livrés dans les délais impartis.

BLIDA
**Introduction du tri sélectif
dans les plans communaux de gestion
des déchets à l'avenir**

Le tri sélectif des déchets sera intégré, à l'avenir, dans les plans communaux de gestion des déchets de la wilaya de Blida, en vue de valoriser cette ressource et de préserver l'environnement, a-t-on appris, jeudi, du directeur local de l'environnement.

Intervenant lors d'une journée d'information sur les "Nouvelles dispositions juridiques en matière de gestion des déchets pour la concrétisation de l'économie circulaire", M. Wahid Tchachi a indiqué que désormais tous les plans communaux qui seront élaborés, à l'avenir, vont inclure le tri sélectif des déchets, ce qui permettra de soutenir les budgets communaux par des ressources financières supplémentaires et de réduire le volume de déchets acheminés vers les décharges publiques. Il a ajouté que le plan de wilaya de gestion des déchets, dont l'élaboration sera supervisée par la Direction de l'environnement, comprendra également le tri sélectif, ainsi qu'un inventaire des volumes de déchets produits annuellement, qu'ils soient recyclables ou spécifiques présentant des risques pour l'environnement en cas d'élimination anarchique.



A son tour, le directeur par intérim de l'Agence de wilaya de gestion du micro-crédit, M. Abdelwahab Benallal, a présenté un exposé des différentes formes de soutien mises en place par l'Etat pour encourager l'économie verte, notamment l'octroi de crédits aux jeunes porteurs de projets dans le domaine de la collecte des déchets recyclables, les exonérations fiscales et les facilités de paiement. Cette rencontre, qui a réuni des représentants des structures communales de santé et d'hygiène publique, des entreprises Mitidja-Nadhafa, Mitidja-Hadaik et Mitidja-Inara, ainsi que des étudiants universitaires porteurs de projets dans le domaine, a été marquée par plusieurs communications portant sur le cadre législatif régissant le secteur, les types de déchets, les modes de traitement et les perspectives de développement du recyclage

MASCARA
Production de plus de 370.000 quintaux de fruits de saison

La wilaya de Mascara a enregistré une production de 370.273 quintaux de différents types de fruits de saison, au titre de la campagne agricole en cours, a indiqué, jeudi, le directeur par intérim des services agricoles (DSA), M. Benaoumer Selam. M. Sellam a précisé, lors d'une rencontre d'évaluation consacrée à la production des fruits de saison de cette campagne, que ce volume de production a été récolté sur une superficie dépassant 6.300 hectares.

La production engrangée, cette année, concerne plusieurs variétés, notamment la pêche, la nectarine, la figue, la grenade, la poire et le raisin, a indiqué M. Benaoumer, soulignant "une hausse sensible" par rapport à la saison précédente, au cours de laquelle la wilaya avait réalisé une production dépassant 243.000 quintaux. Cette amélioration est due à l'augmentation des superficies cultivées entrées en production, durant cette saison, ainsi qu'à l'accroissement du volume des eaux d'irrigation grâce à l'aug-

mentation du nombre de forages souterrains dans la région, selon le même responsable. Par ailleurs, la DSA, en coordination avec la Chambre de wilaya de l'agriculture, a lancé, récemment, un programme intensif de vulgarisation visant à promouvoir la filière des arbres fruitiers. Ce programme comprend des sorties de terrain de sensibilisation au profit des agriculteurs, ainsi que des rencontres de formation sur les techniques modernes utilisées dans ce type de cultures.

Ces actions seront encadrées par des spécialistes issus d'instituts techniques spécialisés relevant du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a-t-on souligné. A noter que cette rencontre, organisée par la direction du secteur, s'est déroulée en présence de représentants de la Chambre de wilaya de l'agriculture, d'associations professionnelles, ainsi que de membres du Conseil interprofessionnel commun des arbres fruitiers.

NÂAMA
**Plusieurs projets de développement en cours de réalisation
dans différents secteurs dans la commune d'Aïn Sefra**

Les travaux de réalisation de plusieurs projets de développement dans différents secteurs sont en cours à travers la commune d'Aïn Sefra (wilaya de Nâama), a-t-on appris, jeudi, auprès du chef de daïra éponyme, M. Naïoua Abdenasser. Il s'agit de 14 projets inscrits dans le cadre des programmes de développement local de l'année en cours, pour une enveloppe financière globale dépassant 274 millions de dinars algériens, affichant des taux d'avancement variables, a précisé le même responsable. Ces projets concernent la rénovation des canalisations d'eau potable et du réseau d'assainissement, la réalisation de 12 salles de classe d'extension dans les écoles primaires, un bureau de poste au quartier "19-Mars", ainsi que des travaux d'aménagement des routes et des trottoirs dans trois quartiers et la réalisation de trois terrains de proximité de football, a fait savoir le

même responsable. Dans la même collectivité locale, d'autres opérations de développement se poursuivent notamment la réalisation d'un lycée, de deux collèges et de trois écoles primaires, dont la réception est prévue pour la prochaine rentrée scolaire, ainsi qu'un ouvrage d'art au quartier "17-Octobre" pour une enveloppe budgétaire estimée à 140 millions de dinars, et de deux ponceaux pour l'évacuation des eaux pluviales à l'entrée de la ville et au quartier "El-Mouilah". Par ailleurs, dans le secteur du logement, 750 unités de logements publics locatifs (LPL) sont en cours de réalisation et devront être réceptionnées à la fin du premier semestre de l'année prochaine, tandis que 300 autres logements de la même formule ont été récemment réceptionnés. Ce programme est actuellement en phase de distribution (étude des recours des listes des bénéficiaires), a ajouté M. Naïoua. Le programme des lotissements sociaux de

la commune d'Aïn Sefra comprend un total de 4.000 lots de terrain destinés à l'auto-construction, répartis sur 26 lotissements, dont 11 lotissements totalisant 1.994 lots entièrement viabilisés, actuellement en phase de remise des actes et des permis de construire, ainsi que la réalisation des logements par les bénéficiaires, indique-t-on. D'autre part, les travaux de deux opérations visant l'amélioration urbaine dans les quartiers "Colonel-Lotfi" et celui de "Armée de libération nationale" sont en voie d'achèvement, sachant que la direction de l'Urbanisme et de la Construction de la wilaya leur a consacré plus de 300 millions de dinars. Des opérations similaires seront également lancées "prochainement", portant sur l'aménagement d'un carrefour routier et de l'entrée nord de la ville, l'aménagement d'une aire de repos ainsi qu'une vaste opération de plantation d'arbres dans les quartiers d'Aïn Sefra.

ÉTATS-UNIS

Les Républicains sont perdus et désarmés face au phénomène Mamdani

Entre le président Trump qui fait l'éloge de Zohran Mamdani et le Congrès dirigé par le GOP [parti républicain, NdT] qui dénonce le socialisme, la journée d'hier a révélé une opposition capitaliste prête à faire à peu près n'importe quoi pour voir ce qui fonctionne.

2^e partie et fin

Même en mettant cela de côté, la vision fondamentale d'une société qui n'est pas dominée par les riches parce que la plupart des gens sont de « petits propriétaires terriens » est depuis longtemps devenue irréalisable. Dans une économie moderne dominée par la haute technologie, la plupart des tâches seront effectuées par des groupes de personnes travaillant ensemble. La véritable question est donc de savoir si ces groupes seront collectivement propriétaires de leurs propres lieux de travail ou s'ils seront soumis à la volonté d'une classe distincte de propriétaires privés. En ce qui concerne les mesures à court terme qui pourraient nous rapprocher un peu plus du socialisme, la démocratie de Jefferson et le socialisme démocrate à la Mamdani convergent quant au mécanisme de financement des efforts du gouvernement pour améliorer la vie des citoyens. Qu'il s'agisse des propositions de Mamdani visant à rendre les bus et les garderies gratuits à New York ou de la proposition de Bernie Sanders de remplacer le système d'assurance maladie privée à but lucratif par un système « Medicare for All » d'assurance maladie publique à payeur unique, les socialistes s'accordent à dire que le bon moyen pour financer ces mesures est de prélever des impôts qui augmentent « de manière progressive » au fur et à mesure que les revenus augmentent. La mise en œuvre de ces politiques ne transformerait pas les États-Unis en un État autoritaire à parti unique. Elle en ferait toutefois une société nettement plus humaine et plus vivable.

Trump rencontre Mamdani et oublie immédiatement les horreurs du socialisme

Quatre-vingt-six Démocrates, dont le leader de la minorité de la Chambre des représentants Hakeem Jeffries, la whip Démocrate Katherine Clark [cheffe adjointe de la majorité et de la minorité, appelée whip, son rôle est de rassembler les membres du parti sur les sujets les plus importants, NdT], le président du Caucus Pete Aguilar et le vice-président du Caucus Ted Tiu, ont rejoint le GOP en votant pour dénoncer le socialisme. Quelques heures plus tard, Donald Trump est sorti de la réunion qu'il a tenu avec l'un des plus éminents socialistes du pays et... il a fait l'éloge du socialiste.

Apparemment charmé par le maire élu depuis qu'ils se sont retrouvés dans la même pièce, Trump a déclaré lors de la conférence de presse qui a suivi l'entretien privé : « Je suis convaincu qu'il peut faire un bon boulot et que lui et Mamdani sont d'accord sur beaucoup plus de



points que je ne l'aurais cru. » Après avoir prédit pendant des mois une catastrophe pour sa ville natale avec Mamdani pour maire, Trump a même déclaré qu'il « se sentirait très, très à l'aise s'il vivait à New York ». Du côté de Mamdani, cette rencontre avait tout son sens. En effet, s'il se heurte à l'administration Trump après son entrée en fonction, comme cela semble probable, il souhaite montrer qu'il est prêt à se montrer raisonnable et à collaborer pour trouver des solutions aux problèmes relatifs au coût de la vie. Mais qu'est-ce qui explique ce revirement spectaculaire du côté de Trump ? En fait il pourrait simplement s'agir en partie de cet instinct animal du président qui aime malmenier ceux qui lui semblent vulnérables et flatter ceux qui sont charismatiques et populaires (surtout à un moment où Trump lui-même est au fond du trou dans les sondages). Et il est fort probable que son gentil discours sera complètement oublié dans une semaine.

Ce qui se passe là-bas pourrait toutefois refléter une vérité simple qui cadre mal avec la position du Congrès sur « les horreurs du socialisme ». Mamdani a commencé la course avec 1 % des intentions de vote et a fini par battre l'ancien gouverneur de son État, qui bénéficiait du soutien de l'ensemble de l'establishment démocrate, lors des primaires démocrates. Lorsque l'ancien gouverneur s'est présenté comme candidat indépendant contre Mamdani et le candidat républicain Curtis Sliwa, Mamdani a non seulement remporté la course à trois, mais il a également battu le total combiné de ses adversaires.

En ce qui concerne la politique d'ici et

maintenant, le fait est que la plupart des Américains ne trouvent pas les propositions des socialistes démocrates spécialement horribles.

Alors que les experts centristes pourraient être tentés de minimiser le succès des propositions de Mamdani visant à rendre la vie plus abordable pour la classe ouvrière en arguant que New York n'est pas représentative du pays, les sondages nationaux contredisent cette affirmation. Data for Progress rapporte : Nous constatons que nombre des politiques de Mamdani visant à réduire les coûts du logement sont plébiscitées par les électeurs à l'échelle nationale, en particulier le fait d'accélérer la procédure d'approbation pour la construction de logements abordables (83 %) et de sanctionner les propriétaires qui augmentent fortement les loyers ou enfreignent les mesures de protection des locataires (82 %). Une forte majorité d'électeurs se déclare également favorable à une taxe supplémentaire de 2 % sur les revenus supérieurs à 1 million de dollars (72 %), à une augmentation des impôts sur les sociétés (72 %), ainsi qu'à la mise en place de nouveaux programmes de réduction de la violence et d'équipes de santé mentale chargées de répondre à certains appels au 911 à la place de la police (72 %), à la réduction des amendes et des frais pour les petites entreprises (70 %) et à la mise en place de garderies gratuites pour tous les enfants de la naissance jusqu'à l'âge de 3 ans (65 %).

Rien de tout cela, bien sûr, ne veut dire que les objectifs les plus ambitieux des socialistes démocrates, à savoir mettre fin à la tyrannie des élites et étendre la démocratie au monde du travail, bénéficient actuellement d'un soutien majoritaire. Cependant, lorsqu'il s'agit de la politique d'ici et maintenant, le fait est que la plupart des Américains ne trouvent pas les propositions des socialistes démocrates particulièrement horribles. Et pour l'instant, du moins, les réactionnaires comme Trump sont sur la défensive.

Il ne fait aucun doute que les instincts autoritaires de Trump et son dévouement au service des ultrariches le conduiront bientôt à être en conflit avec le maire Mamdani. Mais pour l'instant, cependant, il en est resté sonné et souriant, ne sachant pas trop comment réagir.

Ce qui s'est passé hier montre bien que l'opposition ne sait pas trop comment réagir face à la popularité et à la dynamique évidentes d'un socialiste démocrate. Entre éloges et critiques, ils essaient un peu tout pour essayer de trouver ce qui marche.

Contributeur

Ben Burgis est chroniqueur à Jacobin, il est professeur adjoint de philosophie à l'université Rutgers et animateur de l'émission et podcast « Give Them An Argument » sur YouTube. Il est l'auteur de plusieurs livres, dont le plus récent est *Christopher Hitchens : What He Got Right, How He Went Wrong, and Why He Still Matters* (Christopher Hitchens : ce qu'il a vu juste, où il s'est trompé et pourquoi il est toujours d'actualité).

Source : Jacobin,

Ben Burgis – 22-11-2025

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

MAURITANIE

Le ministre des affaires économiques et du développement rassurant à propos de l'économie du pays

Le ministre mauritanien des Affaires économiques et du Développement, Abdallahi Ould Sidiya, a déclaré que l'économie nationale avait enregistré « un taux de croissance solide de 6,3 % en 2024 ». Cette déclaration a été faite lors d'une réunion de haut niveau organisée jeudi à Nouakchott par la Banque centrale mauritanienne, en collaboration avec le Fonds monétaire international, afin de discuter des perspectives économiques en Mauritanie et de présenter le rapport annuel du Fonds monétaire international sur la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Le ministre a souligné la « solidité de l'économie nationale » avant d'évoquer des « perspectives positives à moyen terme, soutenues par des réformes structurelles continues visant à diversifier l'économie et à renforcer la croissance des secteurs non extractifs ».

Il a indiqué que « le taux d'inflation devrait rester inférieur à 2 % en 2025, grâce à des politiques macroéconomiques prudentes et à la poursuite de l'absorption des excédents de liquidités par la banque centrale », saluant dans ce contexte les réformes profondes et progressives mises en œuvre par la Mauritanie, qui concrétisent les orientations du Président de la République et s'inscrivent dans le cadre du programme du gouvernement visant à établir une économie diversifiée, inclusive et durable.

LIBAN

Le pays attend désespérément que le FMI vienne le sauver

Le Fonds monétaire international ne viendra pas au secours de ce pays tant que le gouvernement n'aura pas réformé son système financier. Mais le Liban doit aussi composer avec Israël qui veut qu'il agisse plus rapidement contre le Hezbollah. Dans son premier discours, le nouveau Premier ministre, Nawaf Salam avait promis de construire un nouveau Liban. Il s'est fixé deux objectifs principaux. Le premier était d'affirmer l'autorité de l'État, une manière polie de dire que le gouvernement devait désarmer le Hezbollah, une milice chiite. Le second était de sauver une économie enlisée dans une crise financière depuis 2019.

Près d'un an plus tard, le Liban semble obstinément résister au changement. Nawaf Salam a pourtant fait un travail louable en poussant des réformes urgentes. Son problème est que tout le monde a un agenda différent. Israël veut qu'il agisse plus rapidement contre le Hezbollah, tandis que Joseph Aoun, le président libanais, semble moins pressé. Les députés, eux, ont les yeux rivés sur les élections prévues au printemps.

EGYPTE

Les exportations augmentent de 18% en 2025

L'objectif de l'Égypte est de se positionner parmi les 50 premiers pays au monde dans les indicateurs du commerce international, et de porter ses exportations à 145 milliards de dollars.

La valeur des exportations égyptiennes s'est élevée à environ 44,392 milliards de dollars entre janvier et novembre 2025, contre 37,544 milliards de dollars au cours de la même période de 2024, soit une augmentation de 18 %, affirme un rapport publié vendredi 19 décembre par l'Autorité générale pour le contrôle des exportations et des importations sur les indicateurs du commerce extérieur de l'Égypte. Les importations égyptiennes ont également enregistré une légère hausse, atteignant environ 74,738 milliards de dollars durant la période comprise entre janvier et novembre 2025, contre 71,965 milliards de dollars au cours de la même période de 2024, soit une augmentation de 4 %.

Par ailleurs, le déficit de la balance commerciale a diminué de 12 %, pour s'établir à 30,346 milliards de dollars, contre 34,421 milliards de dollars au cours de la même période de 2024.

L'objectif de l'Égypte est de se positionner parmi les 50 premiers pays au monde dans les indicateurs du com-

merce international, de porter ses exportations à 145 milliards de dollars et de réduire le déficit de la balance commerciale. Le gouvernement égyptien cherche en outre à simplifier les procédures, à maximiser l'exploitation des accords commerciaux et à protéger l'industrie nationale conformément aux accords internationaux. Les principaux marchés de destination des exportations égyptiennes non pétrolières entre janvier et novembre 2025 ont été comme suit : les Émirats arabes unis occupent la première place avec des exportations de 6,580 milliards de dollars, contre 2,845 milliards de dollars au cours de la même période de 2024, soit une hausse de 131 %. Ils sont suivi par la Turquie (2,949 milliards de dollars en 2025), contre 2,924 milliards de dollars au cours de la même période de 2024, soit une hausse de 1 %. Bien que l'Arabie saoudite arrive à la troisième place, ses importations ont diminué de 11 % enregistrant 2,755 milliards de dollars en 2025, contre 3,104 milliards de dollars en 2024.

L'Italie figure à la quatrième place.

Ses importations se sont élevées entre janvier et novembre 2025 à 2,552 milliards de dollars, contre 1 milliard 982 million de dollars au cours de la même période de 2024, soit une hausse de 29 %. Les importations américaines se sont élevées, elles, à 2,470 milliards de dollars au cours de la même période de 2025 contre 2,038 milliards de dollars en 2024, soit une hausse de 21 %.

Selon le même rapport, les principaux secteurs exportateurs sont le secteur des matériaux de construction, avec des exportations de 13,672 milliards de dollars, en hausse de 39 %. Vient ensuite le secteur des produits chimiques et des engrais (8,560 milliards de dollars), en hausse de 8 % suivi par celui des industries alimentaires (6,350 milliards de dollars), en hausse de 13 %. Le secteur des biens d'ingénierie et de l'électronique figure à la quatrième place (5,919 milliards de dollars), en hausse de 14 %. Et enfin le secteur de l'habillement (3,96 milliards de dollars), en hausse de 21 %.

TUNISIE

Les exportations renouent avec la croissance fin 2025

Le Centre de promotion des exportations (CEPEX) a confirmé le retour à une dynamique haussière des exportations tunisiennes au cours des derniers mois de l'année 2025. À fin novembre, les exportations ont enregistré une croissance de 1,5 %, atteignant une valeur globale de 57,9 milliards de dinars, soutenues principalement par les performances positives réalisées durant les trois derniers mois. Ces données ont été pré-

sentées à l'occasion du colloque annuel des directeurs des représentations commerciales tunisiennes à l'étranger, organisé du 15 au 19 décembre 2025, dans la capitale et dans les régions, sous la supervision du ministre du Commerce et du Développement des exportations, Samir Abid. Cette ren-

contre a permis de passer en revue les principaux indicateurs de la performance exportatrice ainsi que les nouvelles opportunités offertes par les marchés exté-

rieurs. Les responsables du CEPEX ont, par ailleurs, souligné que le potentiel exportateur de la Tunisie est estimé à près de 23 milliards de dollars, dont plus de 11 milliards demeurent encore inexploités. Une situation qui appelle, selon eux, à redoubler d'efforts pour explorer de nouveaux marchés et renforcer le positionnement des produits tunisiens à l'international, en particulier dans les secteurs à forte valeur ajoutée.

Dans ce contexte, un rôle central est attribué au réseau des représentations commerciales à l'étranger, en coordination avec les différentes structures concernées, afin de consolider cette tendance positive et de la traduire en une croissance durable des exportations au cours de la période à venir. L'accent sera notamment mis sur l'orientation des programmes de promotion vers les marchés porteurs et les secteurs stratégiques de l'économie nationale.

LIBYE

Forte reprise économique portée par le secteur pétrolier

La Libye enregistre une reprise économique soutenue principalement par le secteur pétrolier, tandis que la Banque mondiale appelle à la mise en œuvre de réformes structurelles, notamment la création d'un compte du Trésor unifié, le renforcement de la gestion de la trésorerie et la révision de la classification budgétaire. La Banque mondiale a indiqué que l'économie libyenne avait enregistré une forte reprise au cours des neuf premiers mois de 2025, portée par le rebond et l'expansion du secteur pétrolier.

Elle a toutefois souligné que la pérennité de ces performances dépendait de

la poursuite des réformes visant à renforcer la transparence et la responsabilité, ainsi qu'à améliorer la qualité des services publics. Selon la dernière édition du Libya Economic Monitor, la Banque mondiale prévoit une croissance du PIB réel de 13,3 % en 2025, soutenue par une augmentation de 17,4 % dans le secteur pétrolier, ainsi que par une croissance du PIB hors pétrole de 6,8 %, grâce à la résilience de la consommation privée et publique. Le rapport note que la production pétrolière moyenne a atteint 1,3 million de barils par jour, contre 1,1 million de barils par jour en 2024, grâce à l'amélioration des conditions

de sécurité, aux travaux d'entretien en cours et à l'augmentation des investissements, malgré les perturbations antérieures liées aux différends concernant la direction de la Banque centrale de Libye.

Le rapport souligne également une nette amélioration des finances publiques, le gouvernement d'union nationale affichant un excédent équivalent à 3,6 % du PIB au cours des neuf premiers mois de 2025, contre 0,7 % sur la même période l'année précédente. Cela s'est produit malgré une baisse des prix mondiaux du pétrole, car les recettes issues des hydrocarbures ont augmenté de 33 % grâce à

une production accrue et à la dévaluation du dinar en avril 2024, ce qui a compensé la baisse des recettes fiscales.

Le directeur régional de la Banque mondiale pour le Maghreb et Malte, Ahmadou Moustapha Ndiaye, a déclaré que la reprise de la production pétrolière avait contribué à stimuler les taux de croissance et à améliorer la situation des finances publiques, soulignant que le maintien de cette dynamique nécessitait de s'attaquer aux contraintes structurelles et de faire progresser les réformes visant à renforcer la transparence, la responsabilité et l'efficacité de la prestation de services.

CLASSEMENT VIGS 2025

Les pays africains dotés des écosystèmes d’entrepreneuriat numérique les plus performants

Le score moyen de l’Afrique subsaharienne a affiché la plus forte progression au monde par rapport à l’édition 2021 du classement VIGS des écosystèmes d’entrepreneuriat numérique les plus performants, notamment grâce aux progrès réalisés dans les domaines des infrastructures et de la citoyenneté numérique.

L’Afrique du Sud, la République de Maurice et le Maroc disposent des écosystèmes d’entrepreneuriat numérique les plus performants en Afrique, selon un classement publié le mardi 16 décembre 2025 par The Vienna Institute for Global Studies (VIGS). Cette édition 2025 de « The Digital Entrepreneurship Ecosystem Index » se base sur des données relatives à l’année 2022, les comparant à celles de 2017, qui avait servi d’année de référence pour la 1re édition de l’indice publiée en 2021. Elle évalue les performances des écosystèmes dans 170 pays en se basant sur plus de 50 indicateurs, dont la qualité de la réglementation dans le domaine des TIC, des capacités en matière de lutte contre la cybercriminalité, le nombre de serveurs Internet sécurisés par million d’habitants, le niveau de compétences numériques au sein de la population, les libertés sur Internet, les droits de propriété intellectuelle, le nombre de sociétés spécialisées dans les technologies financières, le nombre d’applications numériques développées localement, l’accès au capital-risque, le nombre d’incubateurs et d’accélérateurs de start-up, et l’accès à l’électricité. Ces indicateurs sont regroupés en 4 grands sous-indices : infrastructures numériques, citoyenneté numérique, plateformes numériques multi-faces et entrepreneuriat dans le domaine des

technologies numériques. Chacun des pays étudiés est noté sur une échelle allant de 0 à 100 points, aussi bien pour les scores de chaque sous-indice que pour le score global. L’Afrique du Sud, qui occupe le 59e rang mondial, arrive ainsi à la première place africaine avec un score global de 43,4 points. La république mauricienne (60e rang mondial) occupe la deuxième place à l’échelle africaine, devant le Maroc (83e rang mondial), la Tunisie (87e), l’Égypte (92e), le Cap-Vert (93e), le Botswana (101e), le Kenya (104e), le Ghana (105e). L’Algérie (111e rang mondial) ferme le Top 10 africain. À l’échelle mondiale, les États-Unis restent le pays disposant de l’écosystème d’entrepreneuriat numérique le plus développé, avec un score de 87,9 points. Ce pays qui abrite le grand centre mondial des industries de haute technologie et de l’innovation (la Silicon Valley) est talonné par le Danemark, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et Singapour. L’examen des performances des diverses régions du monde entre 2017 et 2022 montre par ailleurs que le score moyen de l’Europe a connu la plus forte progression sur cette période, passant de 50,9 à 62,4 points (+11,5 points). L’Amérique du Nord a également enregistré une forte progression, son score moyen ayant augmenté de 9,4 points pour s’établir à 83 points. Le score moyen de la région Moyen-Orient &

Afrique du Nord a connu la troisième plus forte progression (+8,5 points, à 36,4 points). L’Asie a aussi enregistré une progression sensible, avec un score qui est passé de 32,2 à 40,6 points. Dans le même temps, l’Afrique subsaharienne, qui affichait le score initial le plus bas, a connu la plus faible hausse nominale, avec une augmentation de seulement 4,1 points de son score moyen (de 9,7 à 13,8 points). Cette tendance suggère que les régions dont les scores initiaux sont plus élevés ont tendance à développer leurs écosystèmes plus rapidement dans l’absolu. Cependant, cette évolution longitudinale ne reflète pas entièrement le développement relatif : l’augmentation de 4,1 points du score régional de l’Afrique subsaharienne représente une croissance de 42,27 % entre 2017 et 2022, tandis que l’augmentation de 11,5 points du score de l’Europe correspond à une hausse de 22,58 % seulement sur la même période. Cela indique que malgré des gains absolus plus faibles, les régions initialement en retard progressent proportionnellement plus rapidement que les autres. La forte croissance enregistrée en Afrique subsaharienne entre 2017 et 2022 reflète notamment les progrès réalisés dans les sous-indices « infrastructures numériques » et « citoyenneté numérique ».

SOUDAN DU SUD

Salva Kiir ordonne la numérisation de toutes les institutions publiques

La transformation numérique gagne du terrain en Afrique où les TIC sont perçues comme un levier essentiel pour stimuler la croissance économique. Selon Endeavor, la taille de l’économie digitale sur le continent devrait atteindre 712 milliards USD contre 115 milliards USD en 2022. Salva Kiir, le président de la République du Soudan du Sud, a récemment pris un décret accordant au Conseil des services électroniques les pleins pouvoirs pour numériser l’ensemble des institutions gouvernementales. Annoncée mercredi 17 décembre, l’initiative vise à accélérer la transformation numérique du pays pour en tirer pleinement parti. L’annonce a été faite par le sous secrétaire aux Télécommunications, l’ingénieur Thomas Gatkuoth Nyak, qui préside le Conseil, à l’issue d’une évaluation des réalisations. Selon lui, toutes les institutions publiques qui résistent encore à la numérisation faute de compréhension devront être prêtes d’ici janvier 2025 à adopter ce

changement. Il a ajouté que depuis l’introduction des services électroniques, l’économie nationale s’est améliorée d’environ 40 %. Le ministère des TIC et des services postaux a introduit dès 2019 un système de gouvernement, en externalisant certains processus métier auprès d’une entité privée dans le cadre d’un contrat formel. Un « Cadre national de l’e gouvernement » élaboré par le prestataire oriente la mise en œuvre de plusieurs initiatives de gouvernement. Le ministère estime d’ailleurs que la transformation numérique ouvre la voie à plusieurs bénéfices, notamment la stimulation de l’innovation, l’amélioration de la productivité, l’accès aux marchés mondiaux, la création d’emplois, la promotion de l’entrepreneuriat, le développement des infrastructures, la prise de décision fondée sur les données et une croissance inclusive. Pour le moment, le Soudan du Sud se classe à l’avant dernière place au classement de l’Indice de développement de l’e gouvernement des

Nations unies (EGDI), qui porte sur 193 pays. Le pays d’Afrique de l’Est a enregistré un score de 0,1191 sur 1, bien en deçà des moyennes africaine et mondiale. Dans une étude diagnostique publiée en 2023, la Banque mondiale a déclaré que l’économie numérique du Soudan du Sud reste encore naissante malgré son potentiel. Son développement est freiné par l’accès à Internet, qui demeure coûteux et limité, ainsi que par l’absence d’un cadre réglementaire clair et prévisible dans le secteur des TIC, ce qui décourage les investissements privés. L’environnement macroéconomique fragile, les contraintes fiscales et l’insécurité généralisée contribuent également à limiter ces investissements. Par ailleurs, la demande reste faible en raison d’un marché restreint et d’une faible intégration régionale, tandis que le manque d’infrastructures TIC, qu’il s’agisse de plateformes électroniques, de logiciels ou de matériel, empêche une numérisation complète.

TOGO

Démarrage officiel du nouveau programme de transferts monétaires pour 700 000 ménages vulnérables

Au Togo, le gouvernement a officiellement lancé, jeudi 18 décembre 2025 à Lomé, un nouveau programme national de transferts monétaires destiné à plus de 700 000 ménages vulnérables sur l’ensemble du territoire. Ce nouveau mécanisme d’appui s’inscrit dans la politique de protection sociale de l’exécutif et vise notamment à répondre aux effets persistants de la hausse du coût de la vie et de la précarité économique. Le lancement officiel a été fait au complexe sportif de Kotokoli-Zongo, dans la commune d’Agoè-Nyivé 4, en présence d’autorités politiques, administratives, traditionnelles et militaires. Dotée d’une enveloppe de 3,5 milliards de FCFA, l’initiative a été officiellement ouverte par Sandra Ablamba Johnson, ministre secrétaire générale de la Présidence du Conseil, représentant pour l’occasion Faure Gnassingbé.

Financement et mécanisme de transfert

Dans le détail, l’opération prévoit le versement d’un transfert monétaire inconditionnel de 25 000 FCFA par ménage. Selon les autorités, ces ressources devraient contribuer à couvrir des besoins essentiels à court terme, tout en soutenant l’activité économique locale. Les paiements sont effectués par des canaux numériques sécurisés, notamment le mobile money via Mixx by Yas et Flooz, afin de garantir la traçabilité et l’accès effectif aux fonds. Le programme social repose sur trois composantes. La première concerne les transferts monétaires directs aux ménages vulnérables. La deuxième porte sur la création d’emplois, en particulier en faveur des jeunes en situation de vulnérabilité. La troisième cible l’autonomisation économique des ménages vulnérables, avec un accent spécifique sur les femmes. « Ce programme vise à améliorer la situation socio-économique des ménages vulnérables et leur résilience aux chocs, tout en soutenant l’emploi et l’autonomisation », a indiqué Sandra Ablamba Johnson.

Ciblage des bénéficiaires et partenaires

Le ciblage des bénéficiaires s’appuie sur une méthodologie rigoureuse, l’approche Proxy Means Test, reconnue au niveau international. Selon les sources officielles, les opérations d’identification ont été menées par l’INSEED (Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques), et l’ANADEB (Agence nationale d’appui au développement à la base), sur la base de critères de pauvreté monétaire et non monétaire. « Cette approche garantit un ciblage transparent et équitable », a souligné la ministre. Selon Katanga Mazalo, directrice générale de l’ANADEB, le dispositif permettra d’accompagner objectivement les ménages répondant aux critères de vulnérabilité, tout en intégrant des actions spécifiques en faveur de l’emploi des jeunes et de l’autonomisation des femmes.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit en hausse, les investisseurs ont intégré les décisions des banques centrales

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, alors que les investisseurs ont analysé une série d'annonces de politique monétaire.

À Paris, le CAC 40 a gagné 0,01% à 8.151,38 points. A Francfort, le Dax a avancé de 0,40% et à Londres, le FTSE 100 a monté de 0,61%. L'indice EuroStoxx 50 a gagné 0,43%, le FTSEurofirst 300 a progressé de 0,43% et le Stoxx 600 a pris 0,44%. Sur la semaine, le Stoxx 600 a pris 1,68% et le CAC 40 a gagné 1,03%. Cette semaine a été marquée par les décisions de plusieurs grandes banques centrales. En Europe, la BCE a maintenu jeudi, comme prévu, ses taux d'intérêt inchangés, un quatrième statu quo consécutif. Accompagné de perspectives économiques optimistes pour le bloc, la décision semble fermer la porte à de nouvelles baisses de taux à court terme. Les marchés ne prévoient qu'une faible probabilité de réduction pour toute l'année 2026. Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre (BoE) a réduit ses taux jeudi, comme prévu, mais après un vote très serré et avec une certaine prudence quant au rythme de l'assouplissement futur, de sorte qu'aucune nouvelle baisse n'est désormais garantie avant juin 2026. La Banque du Japon (BoJ) a décidé vendredi de relever ses taux d'intérêt pour les porter à 0,75%, à un plus haut en trois décennies, et a dit être prête à les augmenter davantage - un grand pas supplémentaire vers la fin d'une politique ultra-accommodante avec des taux proches de zéro depuis des décennies. Outre les banques centrales, sur le plan géopolitique, les dirigeants de l'Union européenne (UE) sont convenus dans la nuit de jeudi à vendredi d'emprunter sur les marchés pour un prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine afin de financer son effort de guerre face à la Russie lors des deux prochaines années. Le projet inédit de recourir aux avoirs russes gelés dans le bloc a suscité des divisions. Le président russe Vladimir Poutine a déclaré vendredi que ses conditions pour mettre fin à la guerre en Ukraine restaient inchangées, une inflexibilité qui fragilise la perspective d'un compromis dans les négociations de paix en cours.

Et en France, ses travaux à peine entamés, la commission mixte paritaire (CMP) a acté vendredi l'impossibilité de trouver un compromis sur le budget de la France pour 2026, ouvrant la voie à une "loi spéciale" et conduisant le Premier ministre, Sébastien Lecornu, à annoncer de nouvelles consultations politiques.

Valeurs

Puma a perdu 3,53% après que son rival américain Nike a fait état jeudi soir d'une baisse de ses marges brutes, les mauvaises ventes en Chine et les efforts visant à rééquilibrer son portefeuille de produits continuant de peser sur le géant de l'habillement sportif.

A WALL STREET

A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones gagne 0,54%, le Standard & Poor's 500 0,72% et le Nasdaq Composite 0,94%.

LES INDICATEURS DU JOUR

Le moral des ménages américains s'est amélioré moins que prévu en décembre, montrent les résultats définitifs de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan publiés vendredi. La confiance des consommateurs de la zone euro a baissé de manière inattendue en décembre, montre une estimation préliminaire publiée vendredi par la Commission européenne. Les prix à la production de l'industrie française pour le marché français ont augmenté de 1,1% en novembre, montrent les données publiées vendredi par l'Insee.

Changes

Le yen chute fortement, les traders l'ayant poussé vers des niveaux susceptibles de déclencher des achats officiels après que la BoJ a relevé ses taux sans toutefois donner d'indications claires sur de futures hausses. La ministre japonaise des Finances, Satsumi Katayama, a déclaré vendredi que Tokyo prendrait les mesures appropriées pour faire face à toute volatilité excessive de la devise après la chute du yen malgré la décision de la banque centrale de relever ses taux d'intérêt.

Le yen japonais chute de 1,23% pour atteindre 157,46 yens pour un dollar américain. Le dollar gagne 0,23% face à un panier de devises de référence. L'euro perd 0,04% à 1,1716 dollar.

Taux

Les rendements des bons du Trésor américain progressent vendredi après avoir reculé la veille en raison des données sur l'inflation du mois de novembre. Le rendement des Treasuries à dix ans gagne 2,3 points de base à 4,1393%. Le deux ans progresse de 1,9 point de base à 3,4792%. Le rendement du Bund allemand à dix ans gagne 4,2 points de base à 2,8910%.

Le deux ans avance de 1,8 point de base à 2,1640%.

Pétrole

Les prix du pétrole sont en hausse vendredi, mais s'apprêtaient à enregistrer une deuxième baisse hebdomadaire consécutive, car la perspective d'une surabondance de l'offre et d'un accord de paix entre la Russie et l'Ukraine a limité les gains alimentés par les craintes de perturbations liées au blocus des pétroliers vénézuéliens. Le Brent progresse de 0,43% à 60,08 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) gagne 0,52% à 56,44 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 18 Décembre 2025 Valeur : 22 Décembre 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.5546	129.5696
1	EUR	EURO		152.0971	152.1406
1	GBP	POUND STERLING		173.1782	173.2214
100	JPY	JAPANESE YEN		83.0904	83.1054
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3977	18.4016
1	CHF	SWISS FRANC		162.8389	162.9192
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.0437	94.0751
1	DKK	DANISH KRONE		20.3446	20.3486
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.9617	13.9657
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6873	12.6911
1	AED	UAE DIRHAM		35.2712	35.2849
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5378	34.5454
1	KWD	KUWAITI DINAR		422.0020	422.1883
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1714	44.6154
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1452	14.1469
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8336	23.9558
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2560	3.2662
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.0173	177.0173

MARCHÉS EN ASIE

Bourses minées par l'inquiétude sur la tech, le bitcoin à la peine

Les Bourses asiatiques ouvrent la semaine en repli, minées par des inquiétudes persistantes sur les valeurs tech et l'IA, qui ont pesé également sur le bitcoin, tandis que des indicateurs chinois sans éclat assombrissent le tableau. À la Bourse de Tokyo vers 02h15 GMT, l'indice vedette Nikkei reculait de 1,25% à 50.198 points, et l'indice élargi Topix était à l'équilibre (+0,03% à 3.424 points). La Bourse de Séoul lâchait 1,37%, Sydney 0,61% et Taipei 1,01%, tandis que l'indice hongkongais Hang Seng abandonnait 0,84%. Les places asiatiques étaient plombées par un regain de défiance sur les investissements dans l'intelligence artificielle (IA) et les titres technologiques, qui avaient déjà poussé Wall Street dans le rouge vendredi. «Les valeurs liées à l'IA et

aux semi-conducteurs ont fortement chuté sur le marché boursier américain, et des ventes massives de titres du secteur des semi-conducteurs sont également attendues à Tokyo» cette semaine, selon le cabinet Tokai Tokyo Intelligence. Et ce même si une légère amélioration du baromètre Tankan sur le climat des affaires au Japon «devrait conforter les actions japonaises dans leur ensemble» grâce «au soutien des valeurs non liées à l'IA». «L'habituel sursaut boursier de fin d'année n'a pas encore vraiment décollé. Même avec la baisse des taux d'intérêt de la Fed la semaine dernière, qui aurait normalement dû stimuler les marchés, les inquiétudes concernant les valorisations viennent à nouveau gâcher la fête», abonde Kyle Rodda, analyste basé en Australie pour Capital.com. «Les résul-

tats (des géants américains) Oracle et de Broadcom», qui ont fait dévisser leurs titres et miné les valeurs tech, «ont montré comment des changements importants dans l'attitude du marché peuvent se produire lorsque des acteurs-clés ne parviennent pas à atteindre les objectifs ambitieux fixés par les investisseurs», insiste-t-il. Des statistiques chinoises sans éclat contribuent lundi à assombrir le moral des investisseurs en Asie: les ventes de détail dans la deuxième économie mondiale ont ainsi progressé de seulement 1,3% sur un an en novembre, moins qu'attendu par le marché et leur plus bas croissance depuis fin 2022. De son côté, la monnaie nippone grimpait de 0,18% face au billet vert vers 02h15 GMT, à 155,53 yens pour un dollar, en anticipation d'une hausse des

taux largement attendue de la Banque du Japon ce vendredi.

Bitcoin sous pression

Le bitcoin a fortement décroché durant le week-end, tombant dimanche d'environ 90.500 dollars à 87.611 dollars, une chute de quelque 3%. Il tentait lundi de se reprendre, et cotait 89.820 dollars vers 02h15 GMT. La plus capitalisée des cryptomonnaies souffre à l'unisson des inquiétudes sur le secteur technologique. «Cela témoigne d'une aversion au risque croissante. Bien que les enjeux soient moins importants que la semaine dernière, les risques d'événements inattendus sont suffisants pour maintenir les investisseurs en alerte», avant des indicateurs américains et décisions monétaires, commente Kyle Rodda.

Le sidérurgiste japonais Nippon Steel dégringolait de 4,55% vers 02h20 GMT, après la présentation par l'entreprise - qui a réalisé son acquisition de US Steel - d'un nouveau plan à moyen terme. Cette stratégie, qui prévoit des investissements de 6.000 milliards de yens (32 milliards d'euros) sur les cinq prochaines années, a laissé les analystes sur leur faim et déçu le marché - faute de mesures pour assainir son bilan et céder des actifs, et surtout faute d'actions détaillées pour relancer US Steel, selon les experts sondés par Bloomberg News. Enfin, côté pétrole, le marché reste soutenu par la crainte d'une surabondance d'or noir sur le marché mondial. Vers 02h30 GMT, le baril de WTI nord-américain gagnait 0,56% à 57,76 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,54% à 61,45 dollars.

ÉTATS-UNIS

L'administration Trump suspend les visas par loterie

La célèbre loterie américaine qui délivre des cartes de résident vient d’être suspendue. Une décision qui intervient après une nouvelle fusillade dans une université, le suspect ayant lui-même bénéficié de la carte verte après tirage au sort.

L'administration Trump serre encore un peu plus la vis sur les entrées aux États-Unis. Jeudi soir, la ministre américaine de la Sécurité intérieure, Kristi Noem, a suspendu le programme de visas par loterie. Il permet chaque année de délivrer des cartes de résident dans le pays à près de 50 000 personnes. Une suspension ordonnée aux services de citoyenneté et d'immigration (USCIS) « afin d'éviter que d'autres Américains ne soient les victimes de ce programme désastreux », a écrit la ministre sur X jeudi soir. Samedi dernier, deux étudiants à l'université Brown ont été tués lors d'une fusillade. Le suspect, un ressortissant portugais, serait aussi à l'origine de la mort ce lundi d'un professeur du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il avait bénéficié de cette loterie en 2017 pour s'installer sur le territoire américain. Instaurée en 1990, cette loterie permet la délivrance de cartes de résident par tirage au sort, sous condition de critères d'éligibilité. Elle vise à diversifier l'immigration en favorisant les ressortissants de pays peu représentés aux États-Unis. Les candidats doivent posséder un diplôme d'études secondaires ou une expérience professionnelle. Un examen et un entretien sont aussi nécessaires. Après avoir été tirés au sort, les gagnants doivent se soumettre à une vérification de leurs antécédents pour obtenir l'admission aux États-Unis. Chaque année, des dizaines de millions de personnes tentent leur chance pour obtenir la fameuse « carte verte ». Rien qu'en 2025, plus de 20 millions de personnes y ont participé et environ 130 000 ont été

présélectionnées, selon le département d'État. Néanmoins, les natifs de certains pays, notamment le Brésil, le Canada, la Chine et le Venezuela, ne sont pas éligibles pour des raisons diverses. Mais depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump a fortement restreint l'immigration. Après l'attentat de Washington en novembre dernier contre des soldats de la Garde nationale, perpétré par un ressortissant afghan, le président américain avait annoncé « suspendre définitivement l'immigration en provenance de tous les pays du tiers-monde ». Il avait également menacé d'annuler « des millions » d'admissions d'étrangers accordées par l'administration précédente de Joe Biden. Donald Trump s'est aussi attaqué aux visas des étudiants, des journalistes et des diplomates. Son administration propose que les détenteurs d'un visa étudiant ne soient pas autorisés à rester plus de quatre ans sur le territoire américain. Elle souhaite aussi faire passer à 240 jours, contre cinq ans jusqu'ici, la durée initiale des visas accordés aux représentants de médias étrangers. Le président a également sensiblement augmenté les frais de demande des visas H-1B, réservés aux travailleurs étrangers hautement qualifiés et fréquemment utilisés notamment dans le secteur des technologies. À l'inverse, il s'est félicité du lancement récent de sa « Gold Card », qu'il appelle aussi « Trump card », un visa permanent pour les États-Unis sur le modèle des cartes vertes. Elle est vendue entre un et cinq millions de dollars. Un programme similaire, l'EB-5, existe déjà pour des ressortissants étrangers effectuant des investisse-

ments d'un certain montant aux États-Unis. Mais, selon l'administration de Donald Trump, il serait sujet à trop de fraudes et doit être remplacé par la carte dorée.

Contrôle plus important des touristes

Outre les visas, le président durci également les contrôles pour les touristes étrangers. La semaine dernière, l'administration a annoncé mettre en place, à partir de février prochain, un contrôle numérique obligeant les voyageurs à fournir un historique de leurs activités sur les réseaux sociaux depuis cinq ans. Cette proposition concerne les ressortissants de pays bénéficiant du programme d'exemption de visa, notamment l'Australie, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, Israël, le Japon ou encore la Corée du Sud. Actuellement, les ressortissants de 42 pays peuvent voyager aux États-Unis pendant 90 jours sans visa, à condition d'obtenir au préalable une autorisation de voyage électronique (Eta). Outre l'historique des médias sociaux, les services des douanes et de la protection des frontières (CBP) pourraient ajouter d'autres nouveaux champs de collecte de données. Notamment les numéros de téléphone utilisés au cours des cinq dernières années et les adresses électroniques utilisées au cours des dix dernières. Ils exigeraient également des demandeurs d'Eta qu'ils fournissent des informations sur les membres de leur famille - notamment noms, numéro de téléphone, date de naissance, lieu de naissance et adresse de résidence.

COMMERCE
Première transaction commerciale entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis la guerre

Du carburant azerbaïdjanais est entré en Arménie pour la première fois depuis les guerres qui ont opposé les deux pays, a annoncé vendredi le ministre arménien de l'Économie, saluant un pas historique dans le règlement du conflit. Un train transportant 1.300 tonnes d'essence de production azerbaïdjanaise est arrivé en Arménie via la Géorgie, a déclaré le ministre Gevorg Papoyan. « Il s'agit probablement de la première transaction commerciale et économique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan non seulement depuis que la paix a été instaurée entre les deux pays, mais aussi depuis leur indépendance » au début des années 1990, lors de la dissolution de l'Union soviétique, a-t-il écrit du Facebook. Les deux anciennes républiques soviétiques se sont affrontées à deux reprises pour le contrôle du Haut-Karabakh avant que Bakou ne reprenne le contrôle de cette région séparatiste en 2023, déclenchant l'exode de 100.000 Arméniens qui y vivaient. L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont mis d'accord sur le texte d'un accord de paix en mars et ont signé en août un projet d'accord à Washington sous l'égide du président américain Donald Trump. Les deux pays s'engagent dans ce projet d'accord « à cesser définitivement tout conflit ». En octobre, le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a levé toutes les restrictions sur le transit de marchandises vers l'Arménie. Le gouvernement arménien a salué cet accord, « importante mesure de confiance qui soutient le processus de paix ».

JAPON

Le dollar stable, le yen en berne malgré la hausse de taux de la Banque centrale

Le yen dévisse vendredi, plombé par le flou sur le futur de la politique monétaire au Japon malgré un deuxième resserrement de l'année qui place les taux à un plus haut depuis 30 ans. La Banque du Japon (BoJ) a relevé vendredi son taux directeur au plus haut niveau depuis 1995, à 0,75%, une décision largement attendue face à une inflation tenace dans l'archipel et la faiblesse chronique du yen.

« Mais les commentaires prudents du gouverneur de la Banque du Japon, Kazuo Ueda, lors de sa conférence de presse sur les perspectives de taux ont pesé sur le yen », notent les analystes de Scotiabank. De futures hausses de taux « dépendront des conditions économiques et financières et des prix, et nous prendrons des décisions appropriées en examinant les perspectives et les risques pour l'économie et les prix à chaque

réunion de politique monétaire », a dit vendredi M. Ueda. Pour Derek Halpenny, de MUFG, le marché a eu « le sentiment d'un manque d'urgence » sur un plus ample resserrement monétaire. En conséquence, vers 19H55 GMT, la monnaie nippone chutait de 1,28% par rapport à la devise américaine, à 157,54 yens pour un dollar, effaçant ainsi tous ses gains des quatre dernières semaines. La devise « n'est pas loin de son plus

bas niveau par rapport au dollar depuis janvier », ajoutent les analystes de Monex USA. Le billet vert, pour sa part, restait stable face à l'euro, à 1,1722. Il « se montre étonnamment résistant en cette fin de semaine, malgré une série de données américaines accommodantes ces derniers temps », juge George Vessey, de Coursera. Le ralentissement de l'inflation au mois de novembre, selon l'indice des prix à la consommation pu-

blié jeudi, a été perçu par le marché boursier comme donnant à la Réserve fédérale (Fed) une plus ample marge de manœuvre pour baisser les taux d'intérêt à l'avenir. Mais les cambistes se sont concentrés sur l'hypothèse que les données aient pu être altérées en raison de la paralysie budgétaire aux États-Unis, qui a suspendu le travail des services statistiques officiels du 1er octobre au 12 novembre.

FRANCE/ENTREPRISES

Les créations progressent, la finance et la construction à la traîne

Sur les douze derniers mois, les créations d'entreprises sont en hausse, avec deux secteurs qui tirent leur épingle du jeu : le commerce et le soutien aux entreprises, d'après la dernière note de l'Insee. Bonne nouvelle sur le front de la création d'entreprises. Au cours des douze derniers mois, les créations ont augmenté de 3,6 % en données brutes par

rapport à la même période l'année dernière, d'après les derniers chiffres de l'Insee. Avec une augmentation plus importante des immatriculations de microentrepreneurs (+4,8 %), suivie des créations de société (+4,3 %). Néanmoins, les créations d'entreprises individuelles ont, elles, baissé de 6,5 %, assure l'Institut national de statistiques.

Parmi les secteurs qui ont enregistré le plus de créations, le « commerce, transports, hébergement et restauration » voit une hausse de 7,7 % en glissement annuel du cumul brut sur douze mois, suivi du soutien aux entreprises (6,6 %) et des activités immobilières (6,5 %). À l'inverse, la plus forte baisse est à retrouver du côté des activités financières et d'assurance

avec un recul des créations de 15,1 %. La construction est également touchée avec une baisse moindre de 4,2 % et les activités immobilières. Par ailleurs, concernant le seul mois de novembre, le nombre de créations en données corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables augmente de 0,4 % après un recul de 1,1 % en octobre.

EN DÉTOURNANT UN ÉLÉMENT CLÉ DE WINDOWS

Les pirates affiliés à la Chine renforcent leur emprise cyber sur le Japon

Un nouveau groupe de pirates informatiques alignés sur la Chine, baptisé LongNosedGoblin, infiltre les gouvernements d'Asie du Sud-Est et du Japon. ESET dévoile qu'il détourne notamment les politiques de groupe de Windows.

C'est l'histoire, bien réelle, d'un intrus particulièrement malin qui s'invite dans les systèmes informatiques gouvernementaux sans forcer la porte. Les chercheurs en cybersécurité d'ESET expliquent avoir identifié un nouveau groupe de cyberespionnage aligné qui sert les intérêts de la Chine. Baptisé LongNosedGoblin, ce collectif APT cible des entités gouvernementales asiatiques, le Japon notamment, avec un arsenal de malwares sophistiqués, NosyDoor, NosyHistorian et NosyStealer. Sa particularité consiste à détourner les stratégies de groupe Windows et d'utiliser OneDrive ou Google Drive comme serveurs de commande.

Les stratégies de groupe Windows détournées pour infiltrer des gouvernements

En février 2024, les chercheurs d'ESET étaient tombés sur un drôle de programme niché dans le réseau informatique d'une administration d'Asie du Sud-Est. Leur première surprise fut de découvrir que ce malware leur était totalement inconnu. Deuxième surprise, plus inquiétante encore : il n'est pas seul. Car toute une famille de logiciels malveillants s'est installée confortablement sur plusieurs machines de la même entité gouvernementale. Le coup de génie de LongNosedGoblin est sans doute de pouvoir détourner les politiques (ou stratégies) de groupe de Windows. Pour simplifier, imaginez un trousseau de clés qui permet aux administrateurs informatiques de gérer tous les ordinateurs d'une entreprise depuis un point central. Les pirates ont réussi à mettre la main sur ce trousseau et l'utilisent pour distribuer leurs outils d'espionnage comme si c'était une mise à jour légitime. C'est malin. L'enquête d'ESET Research révèle aussi que le groupe sévit depuis septembre

2023 minimum. Mais c'est en septembre dernier que son activité a explosé. LongNosedGoblin multiplie les intrusions simultanées, jongle entre des réseaux compromis et des services cloud comme Microsoft OneDrive ou Google Drive. Ces plateformes grand public deviennent leurs quartiers généraux pour piloter leurs opérations, ce qui permet de se fondre dans le trafic quotidien de millions d'utilisateurs légitimes.

Des malwares sophistiqués, carrément partagés entre plusieurs groupes de hackers chinois

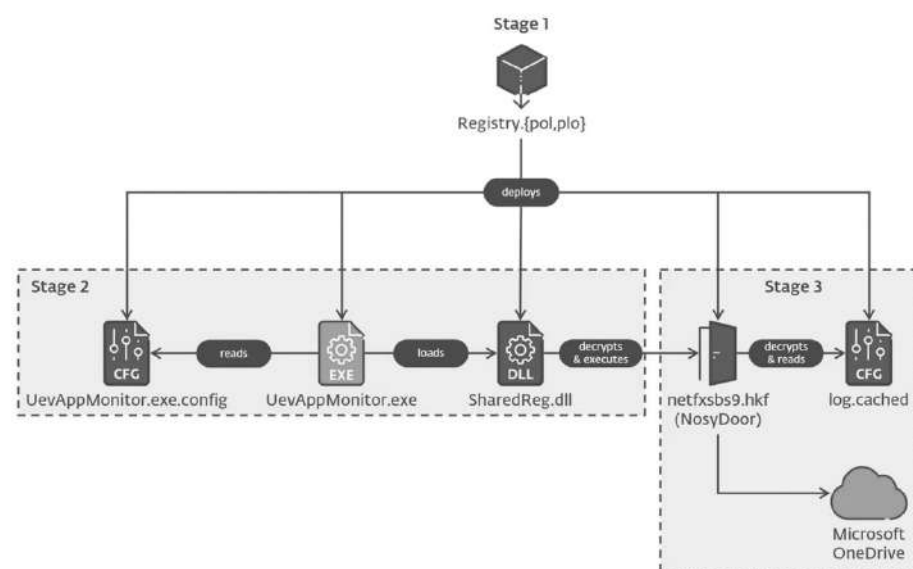
L'un des outils de LongNosedGoblin, c'est NosyHistorian, littéralement « l'historien fouineur ». Ce programme écrit en C#.NET récupère l'historique de navigation sur Chrome, Edge et Firefox. En analysant les sites visités par chaque employé, les pirates identifient qui accède aux pages sensibles, comme les intranets gouvernementaux, les documents confidentiels et les systèmes

internes. Ils ciblent ensuite ces machines précises avec leurs outils les plus puissants. Entre ensuite en scène NosyDoor. Cette porte dérobée est un peu le summum de l'ingéniosité malveillante. Elle récupère le nom de l'ordinateur, le compte utilisateur, la version Windows, les programmes en cours d'exécution, puis transmet tout ça au serveur de commande et de contrôle (C&C). Ensuite, elle attend sagement ses instructions. Les pirates peuvent lui demander de voler tel fichier, supprimer telle donnée, exécuter telle commande. Le tout en passant par OneDrive ou Google Drive, comme un employé modèle qui utiliserait ces outils pour son travail. Autre outil, NosyStealer vole les mots de passe stockés dans les navigateurs. NosyDownloader télécharge et lance des charges malveillantes directement en mémoire, sans laisser de trace sur le disque dur. NosyLogger enregistre chaque frappe au clavier. Et l'équipe dispose même d'un outil pour capturer vidéo et audio, probablement basé sur

FFmpeg. Un véritable couteau suisse de l'espionnage numérique, avec une découverte troublante. NosyDoor circulerait entre plusieurs groupes de hackers chinois.

L'Europe serait aussi dans le viseur de LongNosedGoblin

ESET a également découvert une variante de NosyDoor dans une organisation européenne. Cette version utilise Yandex Disk, le service cloud russe, comme serveur de commande. Deux hypothèses se dégagent à ce stade. Soit LongNosedGoblin étend son terrain de jeu au-delà de l'Asie, soit plusieurs équipes de pirates se refilent les outils comme des recettes de cuisine. Anton Cherepanov et Peter Strýček, les deux chercheurs d'ESET qui ont mené l'enquête pensent que l'apparition du mot « Paid » (payé, en français), qui apparaît dans le code de NosyDoor, suggère que cet outil pourrait être vendu ou loué à d'autres acteurs malveillants. Une sorte de cybercriminalité-en-tant-que-service, en quelque sorte. La société russe Solar avait d'ailleurs documenté un groupe nommé Erudite Mogwai utilisant un logiciel similaire. Il est toutefois impossible de confirmer qu'il s'agit du même collectif. Les techniques diffèrent suffisamment pour maintenir le doute. Ce qui est certain, c'est que le cyberespionnage étatique évolue rapidement. Les groupes APT (Advanced Persistent Threat, comprenez « menace persistante avancée ») ne travaillent plus forcément en vase clos. Ils partagent leurs trouvailles, mutualisent leurs ressources, et exploitent intelligemment les services cloud grand public pour brouiller les pistes. Face à cette menace protéiforme, les gouvernements ont intérêt à serrer la vis de leur cybersécurité.



Voici la chaîne d'exécution de la backdoor NosyDoor

Cyberpunk : L'alliance noire du XXIe siècle

Dans « Cyberpunk, le nouveau système totalitaire », Asma Mhalla analyse la convergence inquiétante entre les gourous de l'IT américaine et les idéologues néoréactionnaires. Elle y voit l'émergence d'un régime hybride, mêlant pouvoir algorithmique et autoritarisme politique, qui menace les fondements de la démocratie et des libertés publiques. Le XXIe siècle ne vous gouvernera pas, il vous programmera. Cette affirmation ouvre l'essai d'Asma Mhalla, qui, dans « Cyberpunk, le nouveau système totalitaire », décrit la bascule vers un pouvoir bicéphale où l'activisme de certains géants IT s'imbrique dans l'autoritarisme politique. S'appuyant sur l'actualité américaine, elle montre comment l'alliance entre des entrepreneurs de la Silicon Valley et des figures de



la nouvelle droite radicale, obsédés par l'ordre et la disruption, impose une « dystopie cyberpunk » désormais omniprésente, faite

d'algorithmes, de flux, de surveillance et de manipulation cognitive. Les événements politiques de 2024-2025 aux États-Unis servent

de laboratoire à ce phénomène inédit : Elon Musk ou Peter Thiel, des soutiens de Donald Trump, « accélèrent la brutalisation des imaginaires » et contribuent à la montée d'une idéologie technofasciste. A. Mhalla décrit une configuration où Big Tech et Big State se fondent, abolissant la frontière entre le pouvoir politique démocratique et celui des plateformes technologiques. Au cœur du livre, l'autrice met en garde : « Lorsque quelques technologues aux sympathies profondément antidémocratiques s'insèrent dans le jeu démocratique, quand ils ne dépendent d'aucune élection, d'aucune légitimité populaire, quand ils sont pourtant les nouveaux piliers de notre système économique, géopolitique, social, cela n'annonce pas l'éventualité d'une menace, c'est déjà un problème. Leur puissance débridée

nous échappe ». Cette configuration autoritaire, portée par un discours ultra-libéral et réactionnaire, se double d'une lutte idéologique acharnée contre les fondements de la démocratie. « L'alliance entre une frange techno-réactionnaire et un milliardaire démagogue et autoritaire dessine l'ombre d'un technofascisme possible du XXIe siècle », estime A. Mhalla, tout en pointant ses effets corrosifs sur l'Europe et la France, prises dans « une atmosphère oppressante où nous savons bien que nous sommes les contemporains malheureux de quelque chose qui pourrait finir par nous avaler ». Sans céder au pessimisme, « Cyberpunk » invite à nommer et déconstruire ce récit, afin de préserver une société où la dignité prime sur la programmation algorithmique, et où la question du pouvoir reste ouverte.

AVEC UNE PARTICULARITÉ

BYD a prévu un 3^e modèle spécialement pour l'Europe

Face à une concurrence féroce en Chine et aux barrières douanières occidentales, le géant BYD ajuste sa stratégie européenne. Le constructeur mise désormais de plus en plus sur l'hybride rechargeable et devrait continuer de le faire avec la future Dolphin G. Premier modèle conçu spécifiquement pour répondre aux attentes esthétiques et techniques des Européens, cette compacte pourrait devenir la plus petite PHEV du marché. Un pari dans un marché où l'hybride rechargeable plafonne depuis déjà quelques années.



La machine est donc en route. Le groupe BYD, déjà l'un des leaders en Chine, n'a plus assez d'espace sur son propre sol où la concurrence est devenue féroce. Tellement, que les stocks deviennent alarmants chez certains distributeurs et font craindre à long terme un effondrement du paysage automobile chinois tel que nous le connaissons aujourd'hui. De plusieurs dizaines de marques, la Chine pourrait ainsi passer à une petite dizaine à un lointain horizon. Pour se sortir de cette jungle, les Chinois espéraient une expansion mondiale. Raté : Donald Trump leur barre la route, et l'Europe a mis en place des droits de douane sur les électriques. Qu'importe, les Chinois ont donc trouvé la parade en bardant toutes leurs électriques de prolongateurs d'autonomie et en mettant l'accent sur les hybrides rechargeables. Ce qui devrait d'ailleurs être la motorisation du troisième modèle de BYD qui sera produit en Europe dans la

première usine du groupe sur le continent. Une auto qui répond pour l'instant au nom de Dolphin G et qui aura une particularité.

La plus petite hybride rechargeable d'Europe ?

La gamme de BYD est déjà tentaculaire en Europe mais les ventes restent pour l'instant relativement faibles. Le potentiel de croissance est donc là, si les clients européens, que l'on sait très conservateurs dans leurs choix, répondent présent. Et pour les séduire, il faudra probablement autre chose que des voitures au « look » de chinoise, qui se ressemblent un peu toutes. BYD semble l'avoir intégré puisque sa patronne, Stella Li, a confirmé à nos confrères d'Autocar que la Dolphin G serait le premier modèle pensé dès la conception pour répondre aux attentes des Européens. Y compris dans le design ? Affaire à suivre.

Toujours est-il qu'à l'inverse d'un Dolphin qui est 100 % électrique, la Dolphin G sera une hybride rechargeable particulièrement compacte. Elle pourrait même se situer entre les segments B et C, devenant ainsi la plus petite PHEV d'Europe à son lancement. Il reste encore à connaître les détails mais BYD devrait logiquement piocher dans ses motorisations existantes et plus précisément reprendre le bloc 1.5 de l'Atto 2 hybride rechargeable, avec une puissance encore inconnue. Et comme le rappellent nos confrères chinois, la stratégie de BYD est plus mondiale que jamais : la Dolphin G pourrait être le second modèle à être d'abord vendu en Europe avant d'arriver en Chine. Cela avait été également le cas pur l'Atto 2 DM-i.

Quel marché pour une telle hybride rechargeable ?

Le fait est que les Chinois s'engouffrent désormais dans la brèche des hybrides, majoritairement celles dotées d'une prise. La MG3 et d'autres modèles sont les exceptions, mais les constructeurs chinois ont la capacité désormais d'équiper rapidement des électriques de moteurs thermiques pour les convertir. Pour autant, le marché du PHEV en Europe a vite plafonné et il faudra parvenir à trouver une clientèle sur ce genre d'engin un peu particulier : presque aussi court qu'une citadine, mais hybride rechargeable quand même. L'Atto 2 DM-i est déjà une spécificité en son genre, mais une version berline/hatchback est encore plus inédite. Pour des usages plutôt urbains et péri urbains qui sont le cœur de ces modèles là, l'électrique pur semble bien plus intéressante en termes de coûts d'usage. Et il n'est pas sûr qu'une PHEV sera beaucoup plus accessible s'agissant de modèles grand public aux marges réduites.

Les moteurs thermiques vont continuer d'exister, mais Stellantis n'est pas vraiment satisfait

Le groupe Stellantis pense que l'assouplissement de l'Europe sur le moteur thermique est insuffisant. Un discours qui tranche avec le prédécesseur Carlos Tavares. Mais Stellantis n'est probablement pas le seul groupe automobile à être sceptique face à la petite marge de manoeuvre accordée qui, sur le papier, semble tellement anecdotique qu'elle pourrait ne pas changer grand chose à l'orientation des motorisations. La Commission européenne d'Ursula Van Der Leyen a donc accordé un répit aux constructeurs automobiles pour 2035. Et depuis hier, les réactions ne manquent pas. D'un côté les ONG et le camp du « maintien » qui voyaient poindre la revoyure plus tôt que prévu, sous la pression notamment des Allemands qui sont ceux ayant perdu le plus d'emplois jusqu'ici. Le facteur social et surtout économique est donc entré en jeu, et cela a payé. Mais peut-on réellement parler de victoire ? Le groupe Volkswagen a déjà communiqué et s'estime satisfait de la nouvelle orientation voulue par Bruxelles, qui méritera toutefois d'être précisée sur de nombreux points : comment compenser les 10 % d'émissions restantes, quid des carburants de synthèse ou biolo-

giques mentionnés qui sont encore très peu produits ? Beaucoup d'interrogations. Et pas mal d'insatisfaits. A commencer par le groupe Stellantis, qui estime que l'UE n'a en fait pas fait grand-chose pour infléchir la politique prévue à l'origine. Et Stellantis n'est pas seul.

Stellantis pas convaincu, des Allemands non plus

La patronne du VDA, L'Association allemande de l'industrie automobile (VDA), n'a pas mâché ses mots. Elle a notamment rappelé « l'ouverture technologique, à juste titre reconnue par l'UE, ne doit pas rester lettre morte ». Mais selon elle, « malheureusement, ce n'est pas le cas ». L'ouverture accordée par l'UE serait ainsi « semée d'embûches, au point de risquer de rester inefficace dans les faits ». En clair, le geste est bien trop timide de la part des instances européennes et finalement assez éloigné de ce qu'attendaient le secteur auto allemand. Il faut dire que les personnes en charge de ce « paquet automobile » à la Commission ont eu fort à faire entre les pressions des Allemands d'un côté et des partisans du maintien de cap. Les 90 % au lieu des 100 % de réduction son-

nent donc comme un compromis qui empêcherait toute prolongation du thermique. Chez Stellantis non plus, la nouvelle n'est pas ce que l'on attendait. Le nouveau patron Antonio Filosa se démarque clairement de son prédécesseur Carlos Tavares, qui misait plutôt sur un cap à 2035 pour la fin du thermique. Ce qu'a annoncé l'Europe « ne permettront pas la production de véhicules abordables pour la grande majorité des consommateurs » selon Stellantis, qui s'est exprimé sur le sujet.

Une fin du thermique quand même en 2035 ?

90 %, c'est mieux que 100 % sur le papier. Mais c'est un allègement probablement trop faible pour que la plupart des constructeurs continuent d'investir dans le moteur thermique juste avant 2035. Car il faudra pouvoir rentabiliser des centaines de millions d'euros dépensés dans des motorisations qui ne représenteront finalement plus qu'une infime partie des ventes. En effet, pour arriver à ce 90 %, les électriques devront logiquement constituer le gros des troupes. C'est en tout cas ce que l'on peut comprendre des contraintes que comporte la nouvelle version du "paquet automobile" pour l'Europe.

On en revient alors au problème de départ : jouer sur les différents tableaux efficacement est certainement trop coûteux pour la plupart des constructeurs. Mais concentrer les efforts sur l'électrique peut également être synonyme de risque si le marché des voitures zéro émission ne décolle pas. Car il faudra passer à plus de 66 % de ventes dès 2030 pour être dans les clous. Nous en sommes très loin. Et 2030, c'est dans tout juste 4 ans. Certains organismes ou associations françaises semblent pourtant ne pas avoir remarqué la légèreté du geste accordé par l'UE, imaginant qu'il changera fondamentalement les choses post 2035. 40 Millions d'automobilistes salue "une victoire historique qui préserve la liberté de circulation des Français et l'avenir de notre industrie", et la FNA (Fédération nationale de l'automobile) salue elle aussi "une avancée politique majeure de la Commission européenne".

Le vrai problème, ce n'est pas l'électrique ou le thermique

Et si la vraie problématique n'était pas d'accorder ou non la fameuse "neutralité technologique" après

2035, mais plutôt de donner des gages aux industriels que les véhicules vendus en Europe après 2035 seront majoritairement construits avec des pièces européennes ? Cela s'appelle du protectionnisme, et les Chinois et Américains n'ont jamais hésité à en abuser au fil des ans. Une tendance qui s'accroît d'ailleurs aujourd'hui avec Donald Trump. C'est au mois de janvier que l'Europe dévoilera justement le grand plan pour les mesures de préférence européenne, et c'est probablement là que se jouera surtout l'avenir de l'industrie. La FIEV (Fédération des Industries des Équipements pour Véhicules) le rappelle très justement : "La principale lacune de ce paquet est l'absence de mesures concrètes de contenu local européen. Certes, la Commission introduit des dispositions « Made in EU » pour les petits véhicules électriques, mais cette mesure est d'une portée extrêmement limitée : elle exclut la grande majorité des véhicules électriques, ainsi que l'ensemble des véhicules thermiques et hybrides. La Commission indique également que le « Made in EU » sera une condition préalable pour les véhicules bénéficiant d'un soutien financier public, sans toutefois donner plus de précision."

Mots fléchés

RESTAURA NOTRE-DAME ROMANÇA NOTRE-DAME		VIRAGE EN STATION 10 DANS LES TOURS		NOTRE- DAME EN EST UN CONCENTRÉ		SONNEUR DE CLOCHES LA CROATIE SUR LE WEB		TEL QUASIMODO TEL QUASIMODO		IL Y FUT SACRÉ EN 1804		VALEUR REFUGE ORTHÈSE
										COULE EN SUISSE		
FUSE DANS L'ARÈNE 250 TONNES DANS LA FLÈCHE				CROISE LA NEF								ELLE FAIT MOUCHE
					POUFFERA	UN APPEL À L'AIDE (POUR NOTRE- DAME ?)				EFFECTUE UN RETRAIT		
ÉVANGILE ABRÉGÉ COUREUR DU DÉSERT			TRANCHE DE VIE	ACTEUR FÉTICHE DE PAGNOL FAITE DE VITRAUX						COMPTE D'ÉPARGNE PARALYSA		
						PRONOM PERSONNEL			DÉRANGÉ FAIT DE VERRE ET DE PLOMB			
HAUT DE GAMME PRONOM PERSONNEL						FIT PLACE NETTE		INSTRUMENT À CORDES COMPENSE LE POIDS DE LA VOUTE				
			AU SUD DE LA CORSE									SUR LE PORTAIL DU JUGEMENT DERNIER
OEUVRE D'AÈDE		NOTE DU CHEF HÉROÏNE DE NOTRE-DAME			ÇA VIENT DU COEUR					CRI BERBÈRE	CITÉ SUMÉRIENNE	
			AFFAIRE DE DROIT BERCEAU DE BRASSENS				UTILE À L'ARCHI- TECTE DIPLOME					
CHÂTEAU DE LA LOIRE POINT CULMINANT					QUATUOR DISCO AGENT DE LIAISON					RÉACTION QUAND LES TOURS ONT RESISTÉ THALLIUM		
				TRIBU SÉGUSIAVE DU LYONNAIS		ÉTAIT FAITE DE BOIS ET DE PLOMB						
SURNOM DE LA CHARPENTE EN BOIS	PROPRIÉTAI- RE DE N.-D. 3000 TUYAUX DANS LA NEF					L'ÉVÊQUE QUI DÉCIDA SA CONSTRUC- TION					ENTRE L'ÉTRAVE ET LA QUILLE	
					LANGUE ROMANE CORDE SENSIBLE		SIFFLÉE	UNE NOTRE-DAME EN NORMANDIE	COULE EN RUSSIE NAZI			SUJET FÉMININ
BRILLAIT À MEMPHIS CE QU'ELLE EST AVANT TOUT			ENCA- DREMENT									
						TÊTES DE CANARD PARESSEUX					PRONOM PERSONNEL DANS LA GAMME	
BOUT DU NOEUD FRÉDÉRIC OZANAM LE FUT À N.-D.			AIGLE D'AUSTRALIE							À 93 MÈTRES SOUS LE SOMMET DE LA FLÈCHE		
								COULE À SON PIED				

Une production de près de 380.000 Qx de maïs en grains attendue cette saison

Une production prévisionnelle de près de 380.000 quintaux (QX) de maïs-grains est attendue dans la wilaya d'Adrar au titre de la campagne moisson-battage lancée dernièrement pour la saison agricole 2025/2026, a-t-on appris samedi des services de la wilaya. Donnant le coup d'envoi de cette campagne au niveau du périmètre "Hamadet Erraya", commune de S'bâa, nord d'Adrar, le wali d'Adrar, Fodil Dhouiï, a rendu hommage aux efforts d'accompagnement des pouvoirs publics pour encourager l'extension des surfaces emblavées, l'amélioration du rendement en vue d'atteindre l'autosuffisance nationale en maïs-grains, état de fait a incité les céréaliculteurs d'opter pour le développement de ce segment cultural d'une saison à une autre.



PALAIS DES EXPOSITIONS DES PINS MARITIMES

Le Premier ministre visite la Foire de la production algérienne

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a visité, samedi après-midi, la Foire de la production algérienne (FPA), dont la 33e édition se tient au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), sous le slogan «L'Algérie construit son avenir». Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'intérêt porté par l'Etat à la promotion de la production nationale et au soutien à l'industrie locale et à la valorisation des capacités productives nationales, en cohérence avec les orientations visant à renforcer la souveraineté économique et à bâtir une économie nationale diversifiée. Le Premier ministre s'est arrêté au niveau de plusieurs stands, dont ceux du groupe Sonatrach et de l'entreprise IKAM, spécialisée dans la production de systèmes de freinage, ainsi que d'autres stands d'exposants opérant dans divers secteurs. Cet important rendez-vous économique est organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, du 17 au 28 décembre, avec une participation notable d'entreprises nationales opérant dans différents secteurs industriels et de services. Pour rappel, le président de la République avait inauguré, jeudi, la 33e édition de la Foire de la production algérienne, ainsi que le nouveau pavillon d'exposition du Palais des expositions (pavillon Palestine).

RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AFRIQUE RUSSIE

L'Algérie engagée

Le ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a souligné hier l'engagement de l'Algérie à contribuer à la mise en œuvre des priorités du partenariat Afrique Russie. Cette déclaration a été faite lors de son allocation à l'occasion de la deuxième édition du Forum ministériel du partenariat Afrique Russie, qui s'est tenu au Caire. Attaf a précisé que les priorités de ce partenariat s'alignent, dans leur forme et leur essence, sur les objectifs de l'Agenda africain 2063 dans toutes ses dimensions. Le ministre d'Etat a évoqué les aspects politiques, sécuritaires, économiques et sociaux. Il a insisté sur le fait que le Forum 2025 constitue une nouvelle pierre dans l'édifice du partenariat Afrique Russie. Attaf a exprimé la volonté confiante et l'engagement de l'Algérie à explorer les perspectives de ce partenariat prometteur pour l'avenir. « Sur le plan politique, nous soulignons l'importance de la convergence Afrique Russie afin de contribuer à l'achèvement du processus de décolonisation, en particulier sur notre continent africain », a-t-il déclaré. Il a rappelé qu'en début décem-

bre, l'Algérie a accueilli une conférence internationale visant à criminaliser le colonialisme de manière claire et incontestable. Dans ce cadre, Attaf a fortement soutenu l'idée de créer une Journée internationale pour lutter contre ce fléau. Attaf a salué le renouvellement de l'engagement Afrique Russie en faveur du principe des solutions africaines aux problèmes africains, alors que les menaces terroristes s'intensifient sur le continent. Le ministre d'Etat a souligné la multiplication des foyers de tension, des crises et des conflits. Selon lui, le partenariat doit viser à renforcer les capacités nationales, rejeter les interventions extérieures et promouvoir des approches politiques et des solutions pacifiques. Sur le plan économique, Attaf a salué le développement des échanges commerciaux entre l'Afrique et la Russie. Il a insisté sur la nécessité de permettre aux pays africains de rattraper leur retard dans la réalisation des Objectifs de développement durable. Attaf a plaidé pour une coopération visant à éviter que le continent africain ne soit à la traîne dans les révolutions technologiques en cours, notamment dans les domaines du numérique et de la robo-

Il a également mentionné les domaines de la nanotechnologie, de l'intelligence artificielle et des énergies renouvelables. En matière de gouvernance institutionnelle, Attaf a souligné l'appréciation de l'Algérie pour l'accord Afrique Russie visant à garantir une représentation plus équitable des Africains. Il a évoqué la représentation de l'Afrique au Conseil de sécurité de l'ONU et le renforcement de la participation du continent dans les institutions bancaires, monétaires et commerciales internationales. Attaf a souligné la conviction de l'Algérie que le partenariat Afrique Russie a atteint un niveau de maturité important, ce qui en fait un vecteur clé pour la construction d'un ordre international plus juste et équitable. Selon lui, cet ordre doit reposer sur le droit international, devant lequel toutes les nations sont égales. Il s'agit d'un système basé sur le multilatéralisme et la coopération, qui n'exclut aucune nation et valorise le rôle des Nations unies. Dans cette perspective, le ministre des AE estime que le partenariat peut créer un espace propice à la résolution des différends, à l'unification des efforts et à la coopération pour atteindre la paix, la sécurité et la prospérité.

CAMPAGNE NATIONALE DE VACCINATION CONTRE LA POLIOMYÉLITE

Début aujourd'hui de la deuxième phase

La deuxième phase des journées nationales de vaccination contre la poliomyélite sera lancée à partir de dimanche, a annoncé samedi le ministère de la Santé dans un communiqué. Cette campagne, qui se poursuivra jusqu'à samedi prochain, s'inscrit dans le cadre de "la stratégie nationale de prévention sa-

nitaire, visant à protéger la santé des enfants et à les immuniser contre la poliomyélite, conformément aux engagements de l'Algérie en matière de santé publique et aux programmes de vaccination agréés", précise la même source. Le ministère a annoncé la mobilisation de "plus de 7.000 centres de vaccination à travers l'ensem-

ble du territoire national, renforcés par des équipes médicales mobiles qui tâcheront à se déplacer dans les zones reculées et isolées, afin d'assurer la vaccination de tous les enfants concernés, âgés entre deux (02) mois et cinq (05) ans, qu'ils aient été vaccinés lors de la première phase ou non (ayant atteint l'âge de deux mois révolus

au début de cette deuxième phase)". Le ministère a également fait état de "la poursuite de la mobilisation totale des différentes équipes médicales et paramédicales, ainsi que la coordination avec les divers acteurs locaux, en vue d'assurer la réussite de cette campagne nationale à caractère stratégique et de garantir

son déroulement dans les meilleures conditions organisationnelles et sanitaires". Le ministère a réitéré son appel à l'ensemble des parents à emmener leurs enfants aux établissements de santé dédiés à la vaccination, "afin de préserver leur santé, de renforcer l'immunité collective et de protéger la société contre cette maladie".

LE MINISTRE DES MOUDJAHIDINE ET DES AYANTS-DROIT L'A SOULIGNÉ

«L'Algérie victorieuse ne transige jamais sur sa mémoire nationale»

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Abdelmalek Tacherift, a indiqué, samedi, que la proposition de loi portant criminalisation de la colonisation française en Algérie montre que l'Algérie victorieuse ne transige jamais sur sa mémoire nationale et ne tolère aucune atteinte à ses faits historiques. Dans son allocution lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée à la présentation de la proposition de loi portant criminalisation de la colonisation française en Algérie, M. Tacherift a précisé que ce texte "vient condamner un système

colonial révolu fait d'oppression et d'injustice, et montrer que l'Algérie victorieuse ne transige jamais sur sa mémoire nationale et ne tolère aucune atteinte à ses faits historiques". A cet égard, il a souligné l'importance que revêt le dossier de la mémoire nationale, auquel l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une attention particulière, cette question étant "porteuse de valeurs et de principes essentiels à la réalisation de la justice". Dès lors, a-t-il dit, cette proposition de loi constitue "un pas qualitatif à même

de renforcer le système législatif national relatif à la protection de la mémoire nationale". Elle vient également rappeler que "l'Etat, à travers l'ensemble de ses institutions constitutionnelles, est attaché à son droit souverain à la préservation de son histoire nationale et à la défense de sa mémoire par tous les moyens et mécanismes", ajoute le ministre. Rappeler à la mémoire les crimes coloniaux français "n'est pas seulement un retour sur le passé, mais un devoir moral et historique", eu égard à l'ampleur de ces crimes qui ont "atteint un niveau d'atrocité et d'horreur dépassant l'en-

tendement", a-t-il fait observer. Par ses crimes odieux, l'occupant français "cherchait à subjuguer le peuple algérien, à le priver de ses droits et à éteindre la flamme de la résistance, qui, loin de s'éteindre, s'est embrasée davantage", a-t-il dit. Les crimes coloniaux odieux commis en Algérie sont "imprescriptibles conformément aux chartes et principes internationaux" et "ne peuvent être effacés par l'oubli", a soutenu le ministre, martelant qu'"il n'y a pas de justice humaine sans reconnaissance, ni d'avenir digne sans équité".